

PAUL JORION

# VERS UN NOUVEAU MONDE

Renaissance  
du Livre 

 Solidaris

*Ce texte ne serait pas ce qu'il est  
sans mes conversations quotidiennes  
avec Madeleine Théodore.*

**PAUL JORION**

# **VERS UN NOUVEAU MONDE**

Renaissance  
du Livre 

Avenue du Château Jaco, 1 – 1410 Waterloo  
[www.renaissancedulivre.be](http://www.renaissancedulivre.be)

 Renaissance du Livre  
 @editionsrl

**Vers un nouveau monde**

Illustration de couverture : Julie Joseph  
Couverture et mise en pages : Philippe Dieu (Extra Bold)  
Corrections : Catherine Meeùs  
Imprimerie : V.D. (Temse)

**ISBN** : 9782507055257

**DÉPÔT LÉGAL** : D/2017.12.763/35

© Renaissance du Livre, 2017

Tous droits réservés. Aucun élément de cette publication  
ne peut être reproduit, introduit dans une banque de  
données ni publié sous quelque forme que ce soit, soit  
électronique, soit mécanique ou de toute autre manière,  
sans l'accord écrit et préalable de l'éditeur.

**LES MUTUALITÉS SOCIALISTES-SOLIDARIS** comptent plus de 1 300 000 bénéficiaires en Wallonie et sont actives dans cinq domaines : l'assurance maladie obligatoire, l'assurance complémentaire, l'aide, l'information et la défense des droits des affiliés et enfin les activités d'un réseau associatif et socio-sanitaire. Les valeurs fondamentales des mutualités s'articulent autour de l'implication dans la société, la solidarité, la proximité, le respect de l'individu, l'innovation, le service et la qualité. Ces valeurs sont au cœur de l'engagement de leurs missions et de leurs métiers. Outre leur rôle de gestionnaire de l'assurance maladie-invalidité, elles sont un acteur social, citoyen et politique qui se positionne sur les questions sociétales actuelles.

# TABLE DES MATIÈRES

9	<b>Préface</b>
14	<b>PARTIE 1 – Le monde tel qu’il est</b>
18	Entre vivre et survivre
21	Les rapports de force dans les relations humaines
24	La philia : notre bonne volonté à faire avancer les choses
27	Le travail et l’emploi
31	Consommer et... gaspiller
36	La culture qui est la nôtre
39	L’État de bien-être
42	Le rôle de l’État
45	Le cadre sociétal
49	L’information qu’on nous dispense
51	Notre vraie Constitution : les règles comptables
53	Travailleur ou consommateur avant tout ?
56	Une « science » économique qui nous opprime
59	L’environnement
63	Le projet européen
65	Vers une gouvernance mondiale
67	Pour conclure
70	<b>PARTIE 2 – Le monde tel qu’il devrait être</b>
82	Casser la machine à concentrer la richesse
87	Remettre en question la définition du salaire comme « coût pour l’entreprise »
94	Imposer par une « taxe Sismondi » le travail des machines, robots et logiciels
98	Faire de l’État-Providence une institution irréversible et intangible
101	Notre cadre sociétal
104	La gratuité pour tout ce qui relève de l’indispensable
111	Restaurer l’interdiction de la spéculation
114	Remettre en question la composante <i>abusus</i> du droit de propriété
119	Relancer sur de nouvelles bases le projet européen
124	Une <i>Constitution pour l’économie</i>

## Préface

Printemps 2017, un titre dans le quotidien *Le Monde* annonce « Keynes, valeur en hausse ». On peut y lire un extrait de la « Lettre à nos petits-enfants » que l'auteur a publiée en 1930, à la sortie de la crise de 1929 :

« Trop longtemps on nous a formés pour l'effort et contre le plaisir. [...] Quand accumuler des richesses n'aura plus grande importance pour la société, d'immenses changements se produiront dans notre code éthique. [...] Nous oserons assigner à la motivation financière sa vraie valeur. L'amour de l'argent pour l'argent [...] apparaîtra pour ce qu'il est : un penchant morbide et assez répugnant, l'une de ces pulsions mi-criminelles mi-pathologiques qu'on laisse en frissonnant aux spécialistes des maladies mentales. Toutes ces coutumes sociales, toutes ces pratiques économiques [...] si détestables et injustes soient-elles, parce qu'elles contribuent prodigieusement à promouvoir l'accumulation du capital, nous serons libres, enfin, de les éliminer<sup>1</sup>. »

Keynes n'était pas seulement un économiste de la relance par l'augmentation du pouvoir d'achat, il avait ce génie de savoir articuler l'économie et la philosophie morale et politique. À l'heure où la barbarie néolibérale fait des ravages, cet auteur ressuscite de l'intérêt dans les bancs citoyens et intellectuels. Dans le présent ouvrage, Paul Jorion, sociologue et anthropologue, s'inspire de ce courant de pensée pour alimenter le débat démocratique actuel, il nous propose des outils pour faire advenir l'horizon keynésien.

---

<sup>1</sup> *Le Monde*, 11 mars 2017.

En tant qu'acteur social et politique défenseur de la citoyenneté, la mutualité ne doit pas perdre son objectif fédérateur qui consiste à réduire les inégalités sociales en matière de santé. Or, aujourd'hui, le gouvernement entame un vaste projet d'assèchement de notre système de sécurité sociale et, qui plus est, sous couvert d'enfumages anesthésiants tels que le *tax shift* ou la loi sur la flexibilité du travail (qui n'ont d'ailleurs pas créé le taux d'emplois annoncé). Par les différentes politiques qu'il mène (pension à 67 ans, attaque de la dotation d'équilibre dans le financement de la sécu., réduction des recettes dans les soins de santé...), ce gouvernement affiche ouvertement sa volonté de casser les droits sociaux acquis. En outre, au-delà du niveau national, les traités de libre-échange internationaux sont particulièrement dangereux pour le maintien des règles qui protègent la santé des citoyens, leurs signataires considérant qu'elles constituent une entrave au commerce. Plus que jamais, nous devons rappeler à nos responsables politiques qu'ils ont le devoir non pas de créer des instruments visant à alimenter les poches d'une fraction de nantis, mais bien d'assurer la protection de l'ensemble des citoyens, de faire respecter les droits de l'homme et de garantir le maintien de l'intérêt général et partagé.

Notre époque est, comme l'a souligné l'enquête « Noir Jaune Blues », caractérisée par des changements essentiels qui constituent une mutation sociétale profonde. Citons notamment la confiance à l'égard des institutions et des élites qui s'est effondrée. La société est ébranlée par des acides qui la déstructurent : une sphère financière « non régulée » au cœur de l'économie globalisée, le développement des réseaux sociaux qui participent à alimenter l'entre-soi des groupes sociaux et une tendance historique à l'affranchissement par rapport à des appartenances et des identités héritées (Église, partis politiques, rôle de la famille, nation, la femme...). C'est, en fait, la verticalité, le rapport hiérarchique qui est mis en cause. Citons également l'identitaire qui a tout envahi. Faute de sociétés fonctionnelles

pour se protéger, l'individu se replie alors sur le connu, sur les communautés « organiques », derniers porteurs d'une certaine assurance.

La cristallisation de ce vécu de victime va s'exprimer pour certains dans le rapport à l'altérité, que ce soit en termes de peur, de méfiance, de rejet (eux et nous) ou d'essentialisation de l'identité qui domine.

Ce qui est aussi fondamental, c'est qu'à une problématique socio-économique (accroissement des inégalités, de la précarité, de la pauvreté...), on a apporté une réponse identitaire, faisant de l'autre potentiellement un danger, une menace et fissurant ainsi la cohésion sociale, ciment de toute société progressiste.

Dans cette période de mutation sociétale, on constate que les besoins des citoyens ont évolué par rapport au moment de la création de l'État-Providence. Effectivement, le vieillissement démographique, la crise de l'éducation et des savoirs, celle du logement qui touche particulièrement les jeunes, l'évolution des familles, les désastres écologiques, les inégalités homme-femme... sont autant d'enjeux de société qui, selon nous, appellent à plus d'État-Providence et non l'inverse, comme prétendent ses détracteurs. Faut-il rappeler que, loin de constituer un coût pour la collectivité, ses principes représentent un investissement sociétal d'une ampleur sans précédent ? Pour ne donner qu'un exemple parmi tant d'autres, l'espérance de vie a été augmentée de 35 ans dans le courant du XX<sup>e</sup> siècle grâce à l'avènement de l'État-Providence.

La création de nouvelles branches de sécurité sociale soutenant les personnes qui n'entrent pas dans les cases du régime néolibéral est un projet d'avenir et rassembleur. Il doit s'adapter aux besoins spécifiques liés au contexte social contemporain. Non pas dans une dynamique de rupture avec le dispositif de sécurité sociale passé, mais bien de reconfiguration. Aujourd'hui, par exemple, un nombre important de jeunes fraîchement sortis

des études sont à la recherche d'un emploi et se retrouvent sans logement faute de moyens pour le financer. Non seulement ces jeunes devraient avoir droit à des allocations de chômage, mais en plus, le logement (qui est un minimum vital) devrait être mutualisé (au même titre que la santé ou la pension) et donc rendu accessible à ceux qui n'en ont pas. Il devient dès lors urgent de mettre en lumière ces problématiques sociales structurelles et la société doit pouvoir accompagner ceux qui en sont les victimes. Certains diront que le contexte économique ne permet pas de réaliser un tel projet. Nous leur répondons que cela dépend de choix politiques et du principe de mutualisation des richesses qui guide ceux-ci. Comme le souligne l'économiste Éloi Laurent, « plus la création de richesses d'un pays est accaparée par un petit nombre, plus le reste de la population aura besoin de compenser cet accaparement par un surcroît de développement économique. Le besoin de croissance économique sera donc inutilement gonflé par l'inégalité<sup>2</sup> ». Ce n'est donc pas le PIB d'un pays qui fait le bien-être général de ses citoyens, mais bien son degré de répartition des richesses. Enfin, pour faire advenir ce projet de société, il faut refuser de se soumettre à cette logique des lois « naturelles » de l'économie.

Le sociologue Gøsta Esping-Andersen rappelle que « la trame de fond du dogme libéral est que l'État n'a pas de raison valable d'altérer les conséquences de la stigmatisation produite sur le sacro-saint marché. Celle-ci est juste parce qu'elle reflète l'effort, l'adaptabilité, la motivation et l'indépendance<sup>3</sup> ». C'est parce que la social-démocratie accepte de se soumettre à ce dogme qu'elle perd la confiance du citoyen, qu'elle perd ses vraies valeurs. De nouveaux chemins de pensée et de résistance sont donc à tracer. Nous devons réfléchir, proposer, créer et nous relier

à d'autres, c'est-à-dire organiser des coalitions pour répondre en masse à ces attaques qui cherchent à nous diviser. Ce texte de Paul Jorion, texte parmi d'autres qui nous manquent tellement aujourd'hui et qui nous poussent à poursuivre notre réflexion en profondeur, propose une version analytique de l'état du monde ainsi que différentes réformes pour le transformer vers plus de progrès social. Il doit être lu comme une ouverture au débat démocratique, à l'esprit critique et réflexif. Chacun pourra s'approprier ces idées, les défendre, les contredire, les argumenter, les critiquer. Car rappelons-nous sans cesse que la dynamique de l'État-Providence est une articulation entre la capacité démocratique des citoyens et la capacité de l'État à répartir les richesses.

Cet ouvrage n'est que le premier d'une collection, c'est pour faire perpétuer cet esprit démocratique, social, éthique et politique que nous nous lançons dans ce projet de diffusion d'idées nouvelles. Qu'elles puissent nous inspirer et nous former au plaisir de vivre dans une communauté de semblables, de cohésion sociale forte plutôt que dans la quête dogmatique de l'effort du plus méritant qui empêche de s'unir pour la cause commune de l'intérêt général, comme le disait si bien Keynes.

**Jean-Pascal Labille et Michel Jadot**

Secrétaire Général et Président de Solidarités-Mutualités socialistes

<sup>2</sup> Éloi Laurent, *Le bel avenir de l'État-Providence*, Paris, Les liens qui libèrent, 2014, p. 59.

<sup>3</sup> Gøsta Esping-Andersen, *Les trois mondes de l'État-Providence. Essai sur le capitalisme moderne*, Paris, Presses universitaires de France, 1999, p. 83.

# LE MONDE TEL QU'IL EST

En tant qu'individus aussi bien qu'en tant que membres de l'espèce humaine, nous vivons une grande révolution planétaire, mais nous sommes à la fois vaincus et vainqueurs de ce grand mouvement qui nous traverse sans que nous puissions y exercer, comme il le faudrait, notre responsabilité.

Fragilisés par une défaillance des institutions jadis structurantes, nous avons tendance à confier notre vie et à la partager sur la base du choix individuel plutôt que sur celle d'habitudes passées et répétées, comme c'était le cas autrefois. Cependant, cette voie n'est pas sans écueil puisqu'elle nous ramène souvent à la solitude de notre particularité individuelle.

Cet isolement au milieu de la foule, nous en retrouvons les marques dans nos journées : nous aimerions que leur durée s'allonge car, rivés à notre travail, nous n'avons pas pu partager des moments revivifiants avec nos proches.

Ces moments qui pourraient être ceux de retrouvailles se transforment régulièrement en un tacite partage de tâches à effectuer, parodiant sur ce point et prolongeant la journée que nous avons vécue à assurer notre subsistance. Celle-ci nous semble de plus en plus difficile à gérer et à prévoir : avant de pouvoir respirer et profiter de notre labeur, il nous faut assumer des charges de plus en plus lourdes et contraignantes, dues au progrès technologique d'une société en recul cependant sur le plan humain et solidaire.

Nos enfants considèrent comme un luxe un moment de présence de notre part. Ce qu'ils auraient pu apprendre de nous, susceptible d'en faire des êtres humains à part entière, ils ne le recueilleront jamais de manière directe. Ils ne l'obtiendront pas davantage de nos propres parents, relégués dans une institution qui ne pourra pas assurer, du fait des contraintes bureaucratiques de son fonctionnement, la transmission des valeurs qui étaient les leurs.

Nul ne s'étonnera de voir notre époque peinte sous le signe de la rentabilité et de la visibilité criarde du strass et du clinquant.

Reléguant nos enfants et nos parents en des lieux confinés pour nous permettre à nous-mêmes d'être productifs, nous nous soumettons à cette injonction car nous n'y voyons pas d'alternative. C'est bien la loi de la jungle, dans laquelle cependant l'effort paie, mais bien trop peu par rapport à ce qu'il nous en coûte.

Nous travaillons pour produire des objets que nous consommerons, mais c'est le regard d'autrui porté sur nous qui déterminera la manière dont nous voudrions nous les approprier. Le monde ressemble ainsi à une immense vitrine qu'au cours d'une vie nous explorerons des deux côtés : vue par l'acheteur en puissance de la rue et vue par le manutentionnaire à l'intérieur du magasin. La consommation s'est étendue à tous les domaines de notre vie, provoquant en nous un sentiment d'attente indéfinie qui ne mobilisera qu'irrégulièrement et imparfaitement nos propres ressources en créativité.

Ce que nous attendons désormais de nos enfants, ce n'est pas qu'ils deviennent des êtres autonomes capables d'affronter les aléas de l'existence, mais bien qu'ils puissent occuper le poste le plus lucratif possible pour se prémunir d'une précarité toujours plus menaçante. Ce faisant, nous les poussons évidemment à se renier eux-mêmes dans le culte du Veau d'Or.

À mi-parcours de notre vie, nous nous disons qu'elle aurait pu être autre. Nous avons tout à portée de la main, mais nous n'avons eu ni le temps ni l'occasion d'en jouir. Ce que nous volent nos maîtres, c'est précisément ce qui au départ faisait de nous des égaux : un temps sur terre dont pas plus eux que nous ne maîtrisons la durée. Nous nous consolons de notre sort de bouchons dérivant à la surface de flots indifférents à notre existence en nous disant que nos enfants comprendront mieux la vie que nous. Mais nous savons qu'il s'agit là d'une illusion : c'est la plénitude qu'ils attendent en héritage.

01

## Entre vivre et survivre

Ce que nous vivons au quotidien, le ressenti constant d'une pression maximale sans pouvoir en identifier clairement les causes ni y trouver de vraies solutions, de nombreux individus pareils à nous-mêmes le partagent et c'est probablement notre appartenance commune qui va disparaître : celle d'une population pour laquelle les termes « liberté », « bonheur de vivre » ont encore un sens, mais jusqu'où ? Cette communauté formant la plus grande partie de la population, nous l'appelons « classe moyenne » sans soupçonner que le terme même qui la désigne pourrait être en peu de temps anéanti.

Nous consentions à des efforts, certes de plus en plus grands, parce que nous avons la conscience de progresser : si ce n'était pas pour nous-mêmes, c'était pour nos enfants. Au-delà du nécessaire, nous pouvions jouir d'un sentiment d'aisance en ne dépensant pas l'intégralité du fruit de notre travail. Cette marge de liberté nous permettait de nous adonner à quelques plaisirs de l'existence, de faire face à des situations difficiles et souvent de joindre l'utile à l'agréable en recourant au crédit hypothécaire pour acheter notre maison. Cette situation qui nous procurait un peu d'aisance s'apparente aujourd'hui à un mirage, nos salaires rétrécis réduisant sans cesse notre capacité de choisir notre vie, pour plusieurs raisons.

La première est bien sûr la raréfaction de l'emploi, jointe à l'absence d'indexation régulière et cohérente de notre salaire et à la probabilité qui va s'amoindrisant que les deux partenaires d'un ménage travaillent.

Une autre raison en est que le désir de maintenir notre image sociale nous pousse à recourir au crédit pour compenser notre insuffisance salariale. Parce qu'il hypothèque notre avenir, ce geste contraint considérablement notre capacité à forger notre destin, tout en permettant à une élite de moins en moins nombreuse de le faire à notre place.

Par ailleurs, notre responsabilité individuelle est limitée par de nombreux frais contraignants liés aux systèmes d'abonnement et de fidélisation dans des domaines incontournables, tels ceux de la communication et de l'énergie, cette précontrainte représentant jusqu'à plus d'un tiers du budget d'un ménage.

Enfin, le crédit immobilier est devenu de plus en plus cher et long, créant parfois plus d'acrimonie que d'entente entre nous-mêmes et nos descendants. Voulant restreindre ce crédit pour survivre, nous acceptons d'éloigner notre lieu de résidence de celui de notre travail, subissant ainsi une avalanche de conséquences néfastes comme la difficulté de transport, la réduction de notre temps libre, la nécessité d'une garde adaptée à nos enfants.

En conclusion, notre vie se transforme de plus en plus en simple survie, l'élément de la nécessité écrasant chaque jour davantage notre capacité à déterminer nos directions d'existence. Le plus pernicieux de cet engrenage est que nous le vivons de manière atomisée, bien que tous logés à la même enseigne : le faible taux de plaisir restant, souvent lié à la consommation, nous empêche de voir que notre voisin subit un sort pareil au nôtre.

C'est là que le cadre de notre vie nous a broyés et leurrés : il nous a affaiblis sans que nous ayons pu nous rendre compte ni de l'ampleur des dégâts ni du sort commun qui nous lie.

À court terme, nous pouvons tomber dans le déplaisir mais à long terme, c'est le désespoir qui nous menace en nous empêchant d'apercevoir le moindre début d'une éclaircie.

Dépassant notre désappointement, nous pourrions revoir à la baisse la très fragile frontière séparant les plus démunis et nous-mêmes afin de nous unir à tous ceux dont la survie est devenue l'unique perspective.

Nous pourrions discerner que sous la pointe émergée de l'iceberg se cachent des sources considérables d'inquiétude pour beaucoup d'entre nous. Certains survivent en acceptant dans leur travail un taux de flexibilité inhumain, des contrats déterminés aux prestations minimales ou l'exploitation pour du travail en miettes de certaines ressources leur appartenant, tel leur logement ou leur véhicule.

Il est temps pour cette classe à laquelle nous appartenons, souvent méprisée par les maîtres de ce monde, de se réveiller et de tirer parti du fait que nous sommes tous logés à la même enseigne, embarqués sur le même navire, naviguant à quelque distance sans doute des écueils qui causeront le naufrage mais aussi hélas, certainement, du bonheur.

## 02

### Les rapports de force dans les relations humaines

Le monde social au sein duquel nous vivons et dont nous ressentons instinctivement les règles comme arbitraires, voire de manière plus brutale comme la source d'un traumatisme permanent, ne serait, nous prétend-on, rien d'autre qu'un second monde naturel. Les disparités qui nous paraissent inexplicables dans la manière dont les différentes fonctions au sein de la société sont rémunérées seraient dues sans plus à la *division sociale du travail* dont la logique nous échapperait malgré son caractère élémentaire. Notre propre salaire, insuffisant pour nos dépenses, serait dû à notre manque de talent, le *marché* faisant en sorte dans son omniscience et sa très grande sagesse – c'est du moins ce que l'on nous affirme – que chacun trouve récompense à la mesure précisément de son talent. Et si notre voisin, occupant pourtant un emploi similaire au nôtre, est bien mieux rétribué que nous-même, ce n'est pas en raison du réseau de ses relations constitué grâce au hasard de la naissance ou aux intrigues qu'il a su mener à bien, mais parce qu'il a su prendre davantage de risques que nous dans les mêmes circonstances, la prise de risque étant récompensée – nul ne l'ignore, et tout comme le talent – par la fortune.

Les rapports de force au sein de nos sociétés, qui constituent la véritable explication de l'ensemble de ces disparités, sont, eux, soigneusement masqués par les éléments de cette mythologie.

Lorsque le bien vendu n'est pas standardisé, le rapport de force entre vendeur et acheteur joue un rôle déterminant dans la fixation du prix. « Faire payer à la tête du client » : l'expression suggère que le pacha richissime paiera davantage que le tout-venant, mais c'est l'inverse qui s'observe le plus souvent, c'est l'individu isolé privé de tout moyen de s'enquérir du prix habituel qui se fera rouler. Dans le prêt, le prêteur inclut au taux d'intérêt exigé une prime de risque pour se constituer une réserve contre le risque de non-paiement des intérêts ou de non-remboursement de la somme empruntée, et cette prime peut être considérable dans le cas d'un emprunteur jugé « mauvais risque ». Avec le prêt immobilier « *subprime* » aux États-Unis, accordé à une époque aux emprunteurs à faibles revenus, les organismes de prêt multipliaient cyniquement par deux leur marge de profit, sachant que la rente supplémentaire qu'ils s'accordaient serait masquée par le chiffre énorme du taux d'intérêt.

Tendance importée des États-Unis au cours des années récentes, les firmes d'assurance s'efforcent de personnaliser de manière de plus en plus pointue les primes réclamées aux assurés en les calculant toujours davantage sur la base d'une situation et donc d'un risque proprement individuels. Le traitement autrefois statistique du risque, qui impliquait une solidarité de fait entre assurés en raison de l'ignorance de l'assureur quant à la propension de chacun à provoquer un sinistre, fait place désormais à un traitement « à la carte » ; or, le plus démuné représente objectivement dans une société inégale un risque plus grand que le nanti pour ceux à qui il a affaire dans les interactions de la vie quotidienne.

Les rapports de force sous-tendant nos sociétés font que le pauvre paie davantage que le riche quand il achète, quand il emprunte et quand il s'assure. L'adage selon lequel « le pauvre paie plus » est de plus en plus vrai en raison de la personnalisation du contrat, censée bénéficier à tous en étant plus « juste » dans le détail, mais faisant apparaître en surface que le traitement du

risque d'autrefois, qui l'évaluait de manière statistique, c'est-à-dire globale, faute de pouvoir faire mieux, impliquait de fait une solidarité de tous devant le coût du risque, solidarité qui va aujourd'hui en s'évanouissant.

Au sein de notre monde, où règne véritablement, nous assure-t-on, la justice, chaque privilège obtenu est censé récompenser un effort librement consenti par des individus que distingue seulement leur « force de caractère ». Dans les coulisses de cet ordre pseudo-naturel se cache en fait la dureté implacable de celui qui règle en vérité le devenir du monde : la réalité brutale d'un « Malheur aux vaincus ! » généralisé.

La « lutte des classes » ? Un mirage que conçoit dans son esprit embrumé celui qui, du fait de la limitation de ses capacités intellectuelles, n'a pas su comprendre le caractère éminemment naturel – et donc aussi immuable qu'incontestable – de la division sociale du travail, de la récompense du talent et de la pénalisation de son manque, et de l'abondance qui viendra couronner celui qui a su prendre des risques !

Cette mythologie, qui ne se perpétue que grâce à notre complaisance envers de telles fictions, libre à nous de la dénoncer aujourd'hui et de soulever le voile recouvrant les chaînes qu'elle s'évertue à cacher.

03

## La *philia* : notre bonne volonté à faire avancer les choses

La guerre est toujours présente. Nous n'avons pas su nous en débarrasser encore, la tentation première de nos dirigeants étant d'offrir une solution simpliste à nos problèmes aussitôt qu'ils paraissent compliqués étant trop forte. À moins qu'il ne s'agisse à chaque occasion que du moyen cynique de résoudre par la coupe claire la question insidieuse des jeunes hommes en surnombre. Hegel voyait aussi dans la guerre l'aventure permettant de rappeler son identité à un peuple lorsque l'image qu'il a de lui-même chancelle et que le sentiment d'unité peut être ressuscité à très faible coût pour la génération des aînés quand ils envoient s'aligner sur un champ de bataille des rangs généreusement fournis en chair à canon.

En temps de paix, ce n'est pas la rivalité qui règne en maître parmi nous, comme tentent pourtant de nous le faire croire les idéologues ultralibéraux qui nous ont asservis, mais bien fort heureusement l'entraide.

Le mot *philia*, en grec ancien, désigne l'amour dans différents contextes. Aristote l'utilisa pour évoquer la bonne volonté que nous mettons tous, à chaque moment de notre vie, privée aussi bien que publique, à faire marcher au quotidien la machine qu'est le monde qui nous entoure.

Les champions incontestables de la compétitivité sans limites que sont les jeunes loups de la finance n'hésitent pas un seul instant à recourir à l'entraide quand ils peuvent en tirer parti :

dans le scandale du LIBOR – l'un parmi tant d'autres en 2008, année fatale –, ils firent fi sans hésiter de la rivalité, pourtant tant vantée comme un idéal inégalable par le système qu'ils incarnent dans ses pires excès, pour agir en parfaite entente dans la manipulation des marchés.

Il n'y a pas, au niveau des principes, de plafond connu au profit. Pourquoi y en aurait-il un, d'ailleurs, aussi élevé soit-il, la *doxa* ultralibérale nous assurant qu'il exprime la mesure exacte car objective du talent du chercheur de profit ? Et le talent serait-il dans certains cas absent de manière trop voyante, il sera dit du profit qu'il récompense un risque encouru, même si, comme nul ne l'ignore, il résulte bien au contraire d'avoir su, pour son bénéficiaire, transférer l'entièreté du risque à autrui.

Dans la réalité, cependant, il existe une limite au profit que même le loup aux dents les plus longues ne peut ignorer : il est essentiel que le secteur d'activité soit assuré de sa pérennité, et il faut pour cela maintenir en vie la partie adverse. Même les équipes rivales les plus montées l'une contre l'autre n'hésiteront pas un seul instant à unir leurs efforts pour redresser un but renversé par le vent afin que le match puisse se poursuivre.

La réciprocité *positive* du « Aime ton prochain comme toi-même » ne règne parmi nous qu'en de trop rares endroits de notre espace social, en général de faible extension. La réciprocité *négative* de la loi du talion, de l'« Œil pour œil, dent pour dent », est elle bien plus souvent observée, réflexe quasi spontané qui reconnaît en tout cas à l'autre d'être un autre soi-même plutôt qu'un animal ou une chose. Il n'y a guère que l'ultralibéralisme pour considérer que la guerre, qui dicte dans la nature les rapports entre espèces, doit être le modèle pour les relations entre les hommes dans nos sociétés. Souvenons-nous plutôt que quand Thomas Hobbes évoquait « l'homme qui est un loup pour l'homme », il s'empressait d'ajouter « en pensant à notre récente guerre civile ».

Alors que l'homme a su s'autodomaestiquer dans ses actes quotidiens à l'exception navrante de la guerre, l'ultralibéralisme non seulement prône la guerre de tous contre tous dans la finance et dans l'économie, mais il prétend étendre une telle barbarie à nos relations entre nous dans tous les domaines de la vie. Notre patience devant ce projet mortifère s'amenuise, il s'agit maintenant d'y mettre le holà.

## 04

### Le travail et l'emploi

La base de notre existence et de notre histoire est en train de nous abandonner, pour le meilleur et pour le pire : celle de notre travail qui crée en lui-même notre lien social et nous permet souvent d'exprimer notre singularité dans la collectivité.

À l'heure actuelle, même s'il est indispensable à notre vie et souvent à notre survie, il est source de beaucoup d'inégalités, car le travail que nous exerçons et pour lequel nous sommes rémunérés ne reflète pas toujours nos capacités, pour de multiples raisons.

Notre milieu social a déterminé souvent la qualité de l'éducation et de l'accès à la culture que nous avons reçus, même si nous avons le désir de connaître des domaines avec lesquels nous avons des affinités, malheureusement peu reconnus par nos éducateurs. Ces éléments ne nous ont pas donné le passeport nécessaire à un emploi gratifiant. Parfois, nous n'avons pas la possibilité d'exercer nos compétences, car nos diplômes sont de moins en moins reconnus et devenus interchangeables ou bien nous vivons dans des régions laissées à l'abandon par l'industrie, dans lesquelles règne soit une concurrence effrénée pour le moindre emploi, soit la résignation mortifère.

Que l'on se tourne dans n'importe quelle direction, force est de constater que l'emploi, créateur d'insertion dans une société conviviale, est devenu source de disparités et de malheur dans une société livrée au bon plaisir du plus puissant.

Un facteur – et ce n'est pas le moindre – s'ajoute à ces sources d'inégalités pour augmenter la concurrence entre les individus, c'est celui de l'automation et de l'informatisation engendrant à plus ou moins longue échéance la disparition de la plupart des métiers.

Beaucoup d'entre nous en viennent à attendre impatientement l'âge de la retraite, comme si la vie était une charge, et certains vont même jusqu'à se désespérer de voir leur carrière s'allonger, avec la perspective de ne jamais peut-être jouir de ce temps libre tant promis, censé apporter, comme la lumière au bout du tunnel, bonheur et tranquillité. D'autres se voient humiliés car ils ne trouvent pas d'engagement ou sont obligés d'exercer une fonction étrangère à eux-mêmes.

L'image du « chômeur profiteur » se profile et se banalise, car les conditions de notre travail sont de plus en plus dures et exigeantes, confrontés que nous sommes à une flexibilité infinie. Conditionnés à voir en autrui un concurrent, nous voyons d'un mauvais œil ceux qui fuient leur pays en raison de l'insécurité régnante ou de conditions économiques devenues intolérables. Cette compétitivité obligée nous mène au repli sur nous-mêmes : même ceux qui voudraient nous représenter ou nous aider, souvent nous les rejetons. Nous avons même oublié certains droits durement acquis par nos aïeux pour faire respecter leur dignité d'être humain, car nous sommes à nouveau insensiblement devenus « taillables et corvéables à merci », ignorant sous quel joug nous plions et ne voyant pas d'autre perspective que celle de courber l'échine pour survivre.

Nous sommes presque fiers, parce que démunis, de travailler pour ceux qui nous exploitent, habitués à faire fructifier leur richesse sans que nous en remettions en cause le principe.

Souvent, notre travail n'a guère de sens envisagé dans une autre perspective que la nôtre : celle de notre subsistance. Nous produisons des vivres qui finiront à la poubelle alors que certains

ont faim dans la rue. Nous fabriquons des engins inutiles et nuisibles. C'est alors non seulement le sens de notre travail qui nous échappe, mais aussi celui de notre vie.

Notre travail se raréfie. Les gestes, les calculs que nous avons accomplis pendant des siècles, une machine peut désormais les produire sans effort et instantanément : nous sommes pareils au prisonnier dont on a entrouvert la porte, mais sa cellule, au regard du danger de l'extérieur, lui est un réconfort et il lui faudra notre aide pour qu'il puisse vivre au dehors : comment pourra-t-il y vivre sous un autre règne que celui de la pure nécessité ?

Nous sommes cependant prêts à de nombreux sacrifices pour chercher et assumer un emploi car il nous maintiendra dans le cadre d'un authentique ordre social, même précaire. Une seconde valeur nous est vantée pour compenser l'âpreté de la première, celle de la liberté : nous serions libres d'exercer nos compétences. Mais quelle pourrait être cette liberté qu'on nous fait miroiter, alors que nous sommes bel et bien pieds et poings liés ?

Nous employons l'expression anglaise de *burn-out* là où le mot *surmenage* suffisait autrefois pour parler de ces situations où des travailleurs se retrouvent pour leur malheur au point d'articulation où l'emploi disparaît plus rapidement que ne le nécessite la disparition du travail. Disparition en cours du fait de la mécanisation galopante due à l'automation (le remplacement par le robot) et à l'informatisation (le remplacement par le logiciel). Un individu en général isolé doit alors remplir des tâches en surnombre pour pallier des effectifs devenus insuffisants au sein d'une entreprise ou d'une administration.

Le labeur exigé de cette personne est alors excessif, les tâches qu'on lui a imposées sont impossibles à réaliser toutes en dépit des tentatives constantes mais vaines qu'elle fera de changer l'ordre des priorités pour tenter d'arriver au bout de la pénitence. En conséquence, devant le caractère irréalisable du programme tel qu'il lui a été défini par sa direction, l'esprit de la femme ou

de l'homme surmené finira par se mettre en grève, par se replier sur lui-même puis se fermer, dans une tentative désespérée de sauver tout de même le corps puisque l'esprit, lui, a été forcé de jeter l'éponge. Et lorsque cette tentative de sauver le corps échouera à son tour, on parlera, à propos de ce suicide, de « mort par *burn-out* », une mort de plus dans un monde devenu inhumain où l'on se débarrasse à la décharge de la travailleuse ou du travailleur devenu inutile parce qu'incapable d'atteindre encore le rendement dont est désormais capable la machine.

Personne ne se résout à l'avouer ouvertement car il était le pilier de nos sociétés, mais le travail à lui seul, étant en voie de disparition, ne pourra plus nous fournir les bases de notre existence. Cette constatation incontestable est si stupéfiante que nos responsables politiques préfèrent faire l'économie d'une vaste réflexion sur le sujet, d'un débat qui devrait couvrir bien des domaines, de l'éthique surtout qui devrait en constituer le cadre, au vu du renforcement des inégalités qui accompagne l'évolution présente d'un emploi raréfié.

## Consommer et... gaspiller

Dans la logique du marché, les entreprises industrielles et de services entretiennent l'appétit des consommateurs pour de nouveaux produits. Deux difficultés font barrage à cet objectif : la première est la solvabilité des consommateurs, en baisse suite à la raréfaction de l'emploi, les clients européens ne pouvant pas être remplacés indéfiniment pour les entreprises productrices par d'autres venus de pays plus lointains dont les consommateurs disposent de davantage de moyens.

L'autre difficulté est la préoccupation pour le producteur de voir le stock de ses produits régulièrement renouvelé pour répondre à la demande de la clientèle. Sous ce rapport, si on évoque l'obsolescence programmée (la volonté de conférer à un produit une durée de vie prédéterminée), il s'agit surtout de l'obsolescence d'« image » d'un bien déterminé, toute firme se devant par ailleurs, pour maintenir son image de marque et s'assurer la fidélité de ses clients, de rester digne de confiance à leurs yeux. Pour demeurer « branché », il convient pour chaque consommateur d'être équipé en permanence des derniers produits à la mode ; une telle attitude entraînant bien évidemment une pollution au prorata du gaspillage suscité.

Si dans certains domaines, tel celui de l'industrie automobile, on constate un renouvellement incessant du produit, c'est que le principe de l'usine intégrée, autonome, chère à Monsieur Ford, a été remplacé par un autre concept, auquel s'est tout particulièrement intéressé Michel Leis dans son ouvrage

2017. *Un programme sans candidat*<sup>1</sup>, celui de la *norme de production*, reposant sur le principe de la sous-traitance systématique. Cette norme est celle de la consommation moderne, basée sur une grande flexibilité du produit (plus-value d'image, déclinaison de gamme, renouvellement rapide de produits, personnalisation).

Cependant, depuis les années 1970, la difficulté pour le producteur de vendre en quantités importantes s'accroît du fait du rétrécissement du budget des ménages. La solution proposée par la logique du marché est dès lors le gaspillage dû à la surconsommation : la multiplication inutile d'achats de marchandises meilleur marché mais de moindre qualité.

Dans le domaine textile, les usines font fabriquer des vêtements à l'étranger en n'attachant qu'un prix insignifiant à des vies anonymes lointaines, dans la logique de mépris qui avait présidé dans la période précédente à l'entreprise coloniale tout entière, tout en négligeant les travailleurs qui chez nous furent laissés pour compte au moment où fut prise la décision de délocaliser ces entreprises, tandis que le rapatriement des biens confectionnés entraîne parallèlement un coût de transport considérable.

L'agriculture, s'étant mise à l'heure du productivisme, est elle aussi source d'un immense gaspillage, provoquant l'épuisement des sols et la destruction de la biodiversité. Le recours à des engrais de synthèse nocifs pour l'environnement est à l'origine d'une dégradation sans doute irréversible des cycles de l'azote et du phosphore.

Pour assurer une baisse des prix, les consommateurs sont invités à se déplacer vers les grandes enseignes situées à l'extérieur des agglomérations, qui vendent de manière

standardisée, en multipliant les emballages, eux-mêmes sources de nombreux déchets. Un tel mode de distribution dans l'alimentation va à l'encontre des circuits courts respectueux de l'environnement.

L'immobilier lui-même, en favorisant le départ de la classe moyenne du centre des grandes villes, est source de dépenses inutiles par les grandes migrations quotidiennes ainsi provoquées, en trajets parcourus, en énergie d'origine fossile non renouvelable dépensée et en pollution induite.

Les cycles de vie raccourcis des produits et les abus de transport sont ainsi les deux éléments reliant quête du profit et gaspillage.

Comme le rappelle Michel Leis, le phénomène n'est pourtant pas une fatalité puisque dans le domaine aéronautique, par exemple, certains avions peuvent s'avérer meilleurs avec le temps, à condition d'avoir été suivis par la même firme de maintenance dès leur construction.

Facteur accablant de ce sombre bilan, les instances politiques ne contrecarrent guère cette nuisance : dans une perspective étroite d'électoratisme local, elles multiplient les équipements en double emploi, suppriment les services de proximité, encouragent la construction de voies rapides que l'automobiliste évite car trop chères pour le budget familial.

Le manque de vision à long terme est flagrant, certains bâtiments de l'époque industrielle pourraient être réinvestis dans le domaine de la nouvelle entreprise ou celui de la culture, celle-ci renforçant l'attractivité d'une région.

Enfin, si, dans le domaine matériel, la situation est catastrophique, elle l'est encore bien davantage sur le plan humain.

<sup>1</sup> Michel Leis, 2017. *Un programme sans candidat*, Broissieux, Le Croquant, 2016.

Certains élèves à haut potentiel terminent leur scolarité dans les filières professionnelles ; il n'existe pas de lieu de parole dans les entreprises pour certaines personnes compétentes et créatives ; on dresse des barrières, comme en médecine, à l'accession d'élèves brillants alors qu'un désert médical existe par ailleurs, les spécialistes faisant défaut dans les quartiers défavorisés et les campagnes les plus reculées, lieux abandonnés à leur triste sort.

En conclusion, comme le rappelle lord Adair Turner, autrefois directeur de la *Financial Services Authority*, le régulateur à l'époque des marchés financiers au Royaume-Uni, notre société est malade d'activités financières socialement inutiles, voire franchement nuisibles, comme celles des *traders* voués à la spéculation alors qu'ils pourraient aider leurs semblables en s'adonnant à des activités participant de l'économie réelle. Une étude a révélé qu'au cours des dernières décennies, le fait que certains des ingénieurs les plus brillants aient gonflé les rangs de la finance au lieu d'occuper des postes plus utiles dans l'économie réelle avait coûté un point de croissance à l'économie mondiale<sup>2</sup>. C'est lord Turner également qui a attiré l'attention sur le fait que chaque génération revend le parc immobilier à la génération suivante à un prix ridiculement gonflé, s'assurant ainsi une rente injustifiable et rendant le logement de plus en plus inaccessible, car trop coûteux, aux générations futures.

Si les différents moyens traditionnels et légitimes de s'enrichir nous appauvrissent, il est un autre phénomène qui y contribue largement : c'est celui du gaspillage.

Le gaspillage généralisé, comme le souligne Michel Leis, là aussi dans *2017. Un programme sans candidat*, est en soi un indicateur du dysfonctionnement de la logique du marché.

Pour ce qui touche à la production, ce gaspillage peut se manifester de deux manières différentes, soit que nous utilisions par habitude plus de ressources que nécessaire pour créer un processus, n'ayant pas repensé les nouvelles conditions que l'évolution des techniques a rendues possibles, soit que nous n'utilisions pas, dès l'origine, la ressource minimale adaptée à celui-ci.

La notion de gaspillage n'est pas sans ambiguïté, bien sûr, car elle renvoie à notre propre perception du monde, mais nous pouvons la définir pour sa part dont le coût est supporté par la collectivité comme la conséquence nécessaire de l'accent mis sur l'accumulation et la recherche démesurée du profit.

<sup>2</sup> Christiane Kneer, « Finance as a Magnet for the Best and Brightest: Implications for the Real Economy », *Working Paper* n° 392, De Nederlandsche Bank NV, septembre 2013.

## La culture qui est la nôtre

Parallèlement à cette érosion de notre vie et de notre emploi, nous assistons à la disparition de notre culture. Un élément fondamental susceptible de nous redonner un véritable esprit citoyen est pourtant sa revalorisation. Un fossé toujours plus profond s'est creusé entre l'élite bénéficiant d'un accès privilégié à la culture ainsi qu'à la multiplicité des choix qu'elle offre, et la masse réduite, elle, à une consommation uniformisée de produits culturels venus souvent de l'étranger.

La première forme, vitale, de la culture trouve ses fondements dans la revendication de nos droits les plus fondamentaux. Il s'agit d'une culture populaire, enracinée dans une classe laborieuse, cherchant à garder en nous l'essentiel de l'humain. Mais la véritable culture populaire a disparu, tant nos vies sont surchargées et nos préoccupations nivelées à l'aune de la survie : la disparition de notre classe dite « moyenne » va de pair avec l'effacement de la culture populaire.

La production d'œuvres standardisées fait écho à la monotonie de notre environnement, et les possibilités de traités de libre-échange culturel ne feront que renforcer ce phénomène qui appauvrit nos moyens d'exprimer notre créativité.

Participer à une vie culturelle digne de ce nom devient de plus en plus difficile en raison du coût des événements, qu'il s'agisse des domaines cinématographique, théâtral, littéraire ou autres. De plus, les artistes sont considérés comme « non productifs » au sens classique du terme et payés d'une manière

indigne par rapport à leur talent et à leur implication. C'est pourtant cette culture, revendiquée comme une priorité, qui pourrait nous détourner des dérives et de l'absurdité d'une consommation sans fin.

Quant à l'école, fournisseur du plus grand bien culturel, elle se voit obligée, elle aussi, de s'engager dans ces voies sans issue. Alors que nos ascendants l'ont construite comme un moyen de pallier les inégalités sociales, c'est bien le contraire que nous constatons de nos jours car il existe chez nous des écoles fréquentées principalement par les enfants de la classe dirigeante, qui lui permettent de transmettre son pouvoir au fil des générations, alors que dans d'autres, même la notion de progrès social a perdu son sens.

Le programme scolaire suit lui aussi le chemin de la normalisation. Là où la culture familiale fait défaut, l'école a le devoir de l'apporter de manière substantielle à l'élève qui en est privé, par le biais d'œuvres à portée universelle, capables aussi de renouer le dialogue entre les générations. Le nombre de sorties culturelles scolaires prévues par la loi tend à se réduire comme peau de chagrin, les écoles à public privilégié pouvant bien sûr échapper plus facilement à ces contraintes en finançant elles-mêmes ces événements.

Par ailleurs, notre école est l'une des plus inégalitaires d'Europe, reproduisant au lieu de les évacuer les privilèges sociaux initiaux. Derrière la notion d'« école gratuite et ouverte à tous » se cachent toutes sortes d'inégalités, dont nous détenons un triste record. La solution de valoriser les savoirs « basiques » au détriment de leur approfondissement et de l'ouverture à des œuvres patrimoniales n'en est pas une, parce que, dans la classe favorisée, la transmission de la culture s'opère de manière spontanée et sans difficulté, alors que dans l'autre, regroupant la majorité d'entre nous, un effort non seulement de coût mais de recherche nous est nécessaire pour accéder à des œuvres de qualité. Le plus

inadmissible est que ce maintien est le plus souvent orchestré par une élite non pas culturelle, mais bien financière, n'ayant que peu d'intérêt pour l'idée que la vie de l'esprit pourrait être prioritaire. De plus, suite à un manque de réflexion véritable et souvent par préjugé, des enfants doués de la classe populaire ne parviennent pas à utiliser leurs capacités de manière digne et utile, devenant souvent des êtres marginalisés.

Enfin, la tentation technologique risque d'aggraver cette impuissance de l'école, si ses outils servent surtout la classe favorisée et si un véritable apprentissage de la critique de l'information et de l'utilisation de ces médias n'est pas mis en place de manière urgente.

En conclusion, la revendication surtout citoyenne, à l'ordre du jour, incontournable, ne peut faire oublier l'immense enjeu concernant l'école de demain, dont le but serait la création d'une véritable égalité sociale à la portée de tous.

## 07

### L'État de bien-être

Cet État-Providence, dont le deuxième terme de l'expression perd davantage son sens de jour en jour, nous est envié par d'innombrables êtres humains aux quatre coins de la planète, n'hésitant pas malheureusement trop souvent à mettre leur vie en jeu pour être admis au statut de l'un de ses bénéficiaires.

L'État-Providence, qu'il faudrait appeler, plutôt que par ce terme de dérision, « État de bien-être », comme le font les Anglo-Saxons, est l'un des rares modèles de structure sociale à caractère véritablement humaniste. Nous devrions en être très fiers, car il a été construit au fil d'âpres luttes et représente à ce jour le creuset des nécessités propres à l'être humain, indéniables aussi à travers l'Histoire.

Sa construction s'est édifiée sur celle de la solidarité, valeur suprême qui nous a permis de forger notre destin. C'est par elle que nous avons franchi infiniment d'obstacles, tant au niveau de notre survie matérielle qu'au niveau de notre besoin – inhérent à notre condition d'être humain – d'appartenir à un groupe dans lequel nous pouvons reconnaître autrui et en être reconnus.

Cet État transcende l'appartenance laïque ou religieuse, il représente au mieux ce que sont les véritables droits de l'homme, tant critiqués et remis en cause aux temps sombres que nous vivons aujourd'hui. Ce berceau de notre identité s'efface devant les coups de boutoir que lui portent les ennemis de l'humanisme historique.

Nous le constatons d'abord au niveau matériel lorsque, malgré le travail de toute une vie, nous accédons à une retraite nous permettant à peine de subsister, alors que d'autres, habitués à l'oisiveté, jouissent d'une santé et d'un revenu défiant l'éternité.

Nous sommes fragilisés aussi lorsque, vivant dans des régions où des industries d'un autre âge ont disparu, nous sommes mis en demeure de trouver un emploi dont l'occurrence n'a qu'une faible probabilité car cette fonction pourrait de plus en plus souvent être assurée par une machine. Le devenir propre à l'Histoire s'est retourné contre nous, sans que nous puissions répondre, tant est répandu le préjugé que nous sommes, individuellement, responsables et redevables même de notre existence. Notre atomisation est extrême et nous nous demandons à quel titre nous pourrions encore nous rattacher à la société qui exige férocement de nous des comptes tout en nous acculant à l'isolement. Nous en arrivons à nous sentir inutiles et ce sentiment suscite en nous la tentation nihiliste de tout détruire autour de nous ou de disparaître nous-mêmes.

Enfin, si nous devons tomber malades, nous craignons de plus en plus une consultation médicale ou une intervention, même banale, car les soins médicaux nous semblent inaccessibles du fait de leur coût. À l'opposé, nous nous voyons abreuvés d'images ou d'informations concernant un certain *transhumanisme*, un paradis au sein duquel nous pourrions récupérer quelques forces, mais nous comprenons d'emblée qu'il est destiné à une classe qui nous est étrangère, son attention fixée sur des objectifs égoïstes de perfectibilité et d'immortalité dans une vie tout entière privée de sens car coupée de l'échange avec les autres. Ce contraste nous est insoutenable lorsque la majorité de la population mondiale n'a pas accès à des soins médicaux de base.

Nous sommes d'ailleurs à peine surpris lorsqu'un film de science-fiction à grand spectacle, *Elysium*, nous brosse le portrait d'un monde non pas d'après-demain, mais de demain déjà, où

l'humanité s'est scindée en deux sous-espèces distinctes : alors que l'une poursuit sa vie sur une terre où les villes ont toutes régressé au rang de bidonville, entourées d'un environnement pollué et dégradé pareil à un terrain vague s'étendant à perte de vue, l'autre portion du genre humain, privilégiée, elle, vit dans un monde idéal de villas luxueuses au sein de parcs impeccablement toilettés, dont chacune possède, comme un meuble de salon, un sarcophage permettant de guérir de toute maladie et garantissant du coup une immortalité meublée seulement de loisirs infinis. Nous sommes à peine surpris car ce monde de demain, scindé, à deux vitesses, nous en lisons le projet déjà bien avancé dans celui d'aujourd'hui.

Le talon d'Achille de l'État de bien-être est que l'État lui-même est depuis près de quarante ans conçu comme une entreprise commerciale. Faute pour l'État de bien-être d'avoir véritablement été inscrit dans nos institutions, la capacité de l'État à nous aider est devenue inextricablement liée à la croissance économique, très affaiblie par les temps qui courent.

Ainsi, le sort aussi bien que le but de cet État se trouve-t-il détourné de manière perverse de sa voie initiale, celle de protéger les plus démunis d'entre nous, au profit du marché triomphant.

08

## Le rôle de l'État

Alors que la crise économique de 2008 n'a pas fini de produire des remous, alors que l'État a remboursé sans broncher les sommes dues par les banques pour les prémunir de la faillite, alors que ces mêmes banques n'ont pas changé leurs pratiques menaçant l'équilibre de tous et jouent la même stratégie de pouvoir qu'auparavant, nous, citoyens ordinaires, qui avons augmenté notre propre dette jusqu'à hypothéquer l'existence des générations futures, ne sommes pas logés à la même enseigne.

Ce qui règle notre quotidien, ce n'est pas le bonheur assuré sur le papier par les prospectus des agences bancaires, mais bien un principe auquel nous sommes confrontés dans nos démarches les plus ultimes : celui de l'austérité. Si les institutions financières n'ont pas été soumises à un tel régime, nous demeurons là immuablement pour en assurer la charge.

Cette austérité s'installe dans les moindres recoins de notre vie et n'épargne aucun d'entre nous, si bien que nous endurons le triste sort d'appartenir à un immense troupeau guidé avec une prétendue sagesse par quelques privilégiés, préoccupés de prévenir l'insubordination de cette plèbe tout en renforçant leur propre intransigeance.

Oui, en effet, notre système politique a réduit notre société à deux camps opposés de manière à ce point tranchée que les échanges entre eux se sont fortement réduits, le monde du travail – les « classes laborieuses », comme les appelait François Quesnay dans son *Tableau économique* (1758) de la France – ayant de plus

en plus de mal à comprendre les ambitions futiles qui motivent le monde du capital, celui que Quesnay désignait sous le terme « classes oisives ».

Dans le même temps, les dirigeants de nos entreprises se voient attribuer des avantages démesurés de la part de l'État, en échange de la promesse de créer de l'emploi. Or, celui-ci n'augmentant pas et faute d'un mécanisme connu qui transformerait en postes la prébende qu'ils obtiennent, cet échange est un leurre. Quant à l'impôt qui, perçu équitablement, devrait être un facteur de cohésion sociale, il ne peut jouer ce rôle puisque les détenteurs de grosses fortunes, les responsables de firmes transnationales, se voient taxés de manière dérisoire par rapport aux travailleurs, quand ils ne parviennent pas purement et simplement à échapper à l'impôt, en tout ou en partie, grâce aux havres fiscaux.

Si nos gouvernants tolèrent ces havres fiscaux, c'est parce que leur *moins-disant juridique*, compagnon de route de leur *moins-disant fiscal*, offre le décor du théâtre d'ombres où peut s'exercer, en toute quiétude, la « raison d'État » : la façon dont l'État choisit d'enfreindre ses propres principes dans l'intérêt général, c'est du moins ce qu'assurent ceux à qui nous avons délégué – à juste titre ou non – la mission de le représenter en notre nom.

Ce régime nous paralyse, plongés que nous sommes dans l'incertitude et l'amertume. Il faudra bien pourtant se résoudre à désigner par son nom le grand responsable de tous ces maux dont nous sommes victimes : l'*ultralibéralisme*, une machine à broyer tout sur son passage, et en particulier nos acquis les plus chers. Il résulte d'un dévoiement du libéralisme. Alors que celui-ci posait à ses débuts la question légitime de savoir où devait s'arrêter l'emprise de l'État pour que ne soient pas enfreintes les limites intangibles des libertés individuelles, l'*ultralibéralisme* affirme, comme une chose qui devrait aller de soi, que les

fonctions de l'État doivent se limiter aux deux rôles d'un « État veilleur de nuit » : assurer d'abord la protection de la propriété privée dont la distribution grossièrement inégale aujourd'hui doit davantage à une combinaison au fil de l'histoire de la loi du plus fort et des aléas de la chance qu'à la récompense de l'effort et du talent, assurer ensuite une concurrence « pure et parfaite » sur un marché où rivalisent les loups aux dents les plus longues revendiquant, pour l'activité qu'ils exercent, une extra-territorialité par rapport à l'éthique, la fameuse « rationalité économique » de l'*homo œconomicus* n'entretenant selon eux aucune relation avec les principes moraux qui valent pour le *vulgum pecus*, ceux pour qui, comme nous, la pitance s'obtient par le travail, dont nous avons à cœur qu'il soit bien fait.

## Le cadre sociétal

Car si nous pensons à la liberté qu'il évoque, le terme « libéralisme » nous suggérerait bien *a priori* une vision positive. Il naît au moment où le peuple s'élève contre l'absolutisme royal et revendique son droit d'exister à part entière. Au fil des ans, cependant, et surtout au moment où la Révolution industrielle bat son plein, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, il se dévoie par rapport à ses premiers objectifs pour s'afficher de plus en plus comme une politique inhumaine mise en œuvre par les patrons des entreprises pour qui les ouvriers ne sont rien de plus qu'un matériau au même titre que les matières premières destinées à alimenter les usines, et ceci au nom du plein usage que ces patrons entendent faire de leur propre liberté.

« La liberté pour les loups signifie la mort des agneaux » : ce constat du philosophe Isaiah Berlin reflète une menace et une réalité non seulement en Belgique, mais dans le monde entier, partout où le libéralisme a évolué en magnifiant surtout ses aspects les plus cruels, jusqu'à se perdre dans une dérive ultralibérale niant que le tissu des sociétés humaines est fondé sur la solidarité pour scander à la place comme un slogan mortifère : « concurrence – compétition – compétitivité » !

Nous savons en effet que des enfants et leurs familles à certains endroits dans le monde travaillent dans des conditions insoutenables, mais nous n'ignorons pas qu'en Belgique également, beaucoup de personnes acceptent des conditions de travail d'autant plus dures qu'elles sont dissimulées au regard en tant que travail au noir.

Ce cadre libéral trouve sa raison d'être dans celui du capitalisme, système économique de date récente et n'existant que dans le sillage de l'évolution de la technique et du courant expansionniste qui a caractérisé l'Occident. Nous savons bien sûr qu'à long terme, ce mode de production a amélioré notre niveau de vie de manière durable, malgré les conditions inacceptables dans lequel il s'est développé. Depuis quelques dizaines d'années cependant, il a perdu cette légitimité, la part de richesse obtenue en moyenne par les ménages étant désormais en baisse. Le credo selon lequel le capitalisme serait en mesure d'assurer le bonheur de tous a cessé d'être confirmé par les chiffres, l'emploi se raréfiant de manière extrême, le travail manuel se voyant remplacé par des machines et le travail intellectuel par des logiciels ou des algorithmes.

Une autre raison de son dysfonctionnement, et aussi de sa perte, est la spéculation. On voudrait nous faire croire que « la spéculation a toujours existé » et qu'« il serait très difficile de la définir avec précision » ; or, c'est faux, comme le prouve la réalité historique : la spéculation était interdite en Suisse jusqu'en 1860, en Belgique jusqu'en 1867 et en France jusqu'en 1885, pour être ensuite autorisée au nom du « progrès » et de la « modernité » ; elle était alors définie sans ambiguïté aucune comme un « pari sur la hausse ou sur la baisse du prix des titres financiers ».

Si l'on en croit la « science » économique, la spéculation n'existerait pas : il n'y aurait sur les marchés que des « agents économiques », tous interchangeables, tous soucieux seulement d'apporter à ces marchés, grâce aux transactions qu'ils effectuent, de la *liquidité*, c'est-à-dire la possibilité d'acheter et de vendre au plus près du prix souhaité. Nul ne serait jamais présent sur un marché selon cette « science » économique en vue de réaliser un profit et ayant mis au point une stratégie pour atteindre ce but plutôt que dans le souci généreux et altruiste de faire seulement émerger la vérité de prix *objectifs*.

Or, la liquidité qu'apporte le spéculateur n'est d'aucun intérêt pour l'intervenant de bonne foi, n'apparaissant qu'aux niveaux de prix *spéculatifs* dont chacun sait qu'ils sont très éloignés de toute réalité économique, allant se situer à des niveaux fantaisistes.

Confronté à une opération spéculative, le représentant de la « science » économique prétendra ne voir là rien d'autre qu'un « transfert de risque », erreur de lecture grossière de la logique financière puisque par ses paris, le spéculateur crée de toute pièce du risque là où il n'y en avait pas : le risque – et il est très souvent attesté – qu'il se révèle, lui ou sa contrepartie, à savoir le parieur qui se trouve en face, incapable de s'acquitter ensuite des enjeux, ce défaut de paiement étant susceptible de se propager ensuite comme une onde à d'autres parties vis-à-vis de qui l'un ou l'autre s'était engagé.

La spéculation a engendré deux crises mondiales, en 1929 et en 2008, apportant la dévastation dans l'ordre économique de la planète et laissant à la rue une masse de malheureux. De manière générale, elle est excessivement nocive à l'équilibre économique car elle empêche l'argent d'aller se placer à l'endroit où il devrait être pour jouer le rôle de « capital », c'est-à-dire celui d'*avances* faites à la production de biens, à leur distribution et à leur consommation. Celles-ci dès lors ne peuvent s'effectuer dans de bonnes conditions. C'est ainsi que naissent le chômage et la récession.

Nous sommes au tournant des conséquences encore vivaces de la crise de 2008. Nous sommes en droit de comparer notre époque à la Révolution industrielle par l'enthousiasme et les nombreuses possibilités qu'elle éveille en nous. Malheureusement aussi, l'inégalité nous rappelle ce siècle : elle vient du monopole exercé par les maîtres de l'industrie technologique et des multinationales joints à la fascination que permet une absence de recul face à la séduction des médias. Un élément malheureux

est à ajouter cependant à cette inégalité, établissant de tout son poids la différence de notre temps : c'est une fois pour toutes que le travail disparaît.

Pour conclure, le capitalisme engendre deux maux inacceptables : de par sa logique interne et du fait de la tolérance envers la spéculation, il constitue une machine implacable à concentrer la richesse, mère de la plus grande fracture sociale ayant jamais existé. Ensuite, et ce n'est pas le moindre de ses maux, il a détruit notre environnement et continue à le faire, au point de menacer notre propre espèce de mort.

Il est dès lors nécessaire et urgent de définir un cadre nouveau. Sans quoi c'est nous-mêmes qui serons inéluctablement condamnés à disparaître.

## 10

### L'information qu'on nous dispense

Le populisme a mauvaise presse : toute vocifération émergeant d'une partie de l'opinion est qualifiée de « populiste », de même que les rumeurs les plus folles produites sur Internet.

Or, qu'est-ce que ce « conspirationnisme » qui rate si lamentablement sa cible véritable ? Rien d'autre que la domination qui s'exerce sur nous, produit de la religion féroce du Veau d'Or, du profit sans limites. Il concentre son regard à la place sur celui qui, pour une raison quelconque, nous apparaît comme l'« étranger », et à ce titre, l'*autre* par excellence, qui serait la vraie source de tous nos maux.

Le conspirationnisme, c'est l'explication que l'ignorant invente de toutes pièces à partir des quelques éléments dont il dispose, faute de comprendre les mécanismes de domination et d'exploitation véritablement à l'œuvre et de connaître l'identité de ceux qui en sont les vrais orchestrateurs. Nos élites sont expertes dans l'art de rendre inaccessibles à l'ignorant les connaissances qui lui permettraient de sortir de son ignorance, puis de le railler pour la stupidité des explications qu'il offre à la place, faute pour lui de pouvoir accéder à la raison véritable des choses.

Mais ceci ne retire rien à la noblesse du populisme proprement dit : la force qui inspire celui qui se lève et prend la parole pour faire savoir au monde, au nom de peuple tout entier, ce que celui-ci pense de la manière dont il est grugé au nom d'un

prétendu « intérêt général » qui n'a de général que le nom et qui n'est en réalité que celui de la fraction minuscule de la population qui tire les ficelles à son avantage exclusif.

C'est parce qu'Internet relaie les théories complotistes qu'on entend le faire taire. Mais ces thèses ne sont là que parce qu'un siège leur est offert et qu'on les prie de s'asseoir, seulement parce que la presse n'offre pas les explications authentiques qu'attend l'opinion publique, et cela, parce qu'elle a cessé petit à petit de jouer ce qui devait être son rôle, de peur de vexer ici un généreux bailleur de fonds, de peur d'effaroucher là les firmes dont la publicité fait vivre les organes de presse.

Assommés de toute part par des nouvelles aussi nombreuses qu'accablantes, nous avons du mal à émettre un jugement critique à leur propos. Nous ne sommes guère informés par les médias au sujet du fonctionnement réel de notre société. La manière dont l'actualité nous est présentée relève du sensationnalisme, nous aveuglant davantage qu'elle nous informe. La presse actuelle se contente le plus souvent de nous assener des faits bruts, sans mettre à notre portée des instruments d'analyse.

La presse avait pourtant un rôle noble à jouer : son idéal d'autrefois d'informer comme un service public à rendre à l'opinion d'une nation. Elle devait tout nous dire et non, comme c'est de plus en plus souvent le cas aujourd'hui, nous divertir par priorité, ensuite filtrer et mentir par omission.

Car ce n'est pas en affirmant ce qui est faux que la presse aujourd'hui nous trompe, c'est par les grands blancs qu'elle laisse se créer dans ce qu'il serait essentiel pour nous de savoir : que le monde que nous avons connu s'écroule autour de nous, que le moment est venu pour nous de retrousser nos manches sans tarder, parce que le temps presse, parce que désormais, chaque minute compte.

## 11

### Notre vraie Constitution : les règles comptables

Nos sociétés sont dites « démocratiques » car nous avons le droit d'élire nos représentants, mais nous découvrons jour après jour que toutes les décisions qui importent réellement dans la conduite de nos vies sont prises ailleurs, par d'autres et le plus souvent à notre insu.

Une étude de deux professeurs américains publiée en 2014<sup>3</sup> nous montre qu'aux États-Unis, sur 1779 *desiderata* émis par le public, dont ils ont découvert la présence dans la presse, seule une poignée d'entre eux a trouvé son expression au niveau parlementaire et finalement sous forme de loi, ceux, disent-ils, qui correspondaient aux vœux « des élites économiques et de groupes organisés représentant les intérêts du milieu des affaires ».

Qui précisément compose ces « élites » ? Dans une étude menée en Suisse en 2011<sup>4</sup>, l'équipe de l'École polytechnique de Zurich a mis en évidence que 737 entreprises constituent 80 % de la richesse dont 147, 40% à elles seules, trois quarts de celles-ci étant des banques.

---

3 Martin Gilens (Princeton) et Benjamin I. Page (NorthWestern), « Testing theories of American Politics: Elites, Interest Groups, and Average Citizens », *Perspectives on Politics*, septembre 2014, vol. 12, no 3.

4 Stefania Vitali, James B. Glattfelder et Stefano Battiston, « The network of global corporate control », arXiv:1107.5728v1 [q-fin.GN], 28 juillet 2011.

Des appartenances multiples aux conseils d'administration font, nous expliquent-ils, que c'est un nombre plus restreint encore de personnes qui décident du cours économique du monde.

Avons-nous jamais voté la règle qui dit que les salaires sont des coûts pour l'entreprise, coûts qu'il faut bien entendu à tout prix diminuer, tandis que les dividendes des actionnaires et les bonus indécents des patrons sont des parts de bénéfice, le bénéfice étant, comme chacun sait, la chose la plus admirable au monde, bien avant la vie elle-même, et qu'il faut faire croître autant que possible, nulle limite à la hausse ne lui étant connue ? Pourtant, c'est cette règle qui fait que le patron licenciant ses travailleurs obtiendra de son conseil d'administration une prime au prorata du nombre de travailleurs licenciés, parce qu'il a réduit ainsi les coûts de l'entreprise. Il y a là une application révoltante du principe des vases communicants dont nous ne jugeons cependant jamais utile de remettre la logique en question.

Ne sont-ce pourtant pas des règles comme celle-ci qui donnent véritablement leur forme à la société où nous vivons ? Ne devrait-on pas dire d'elles qu'elles sont la véritable Constitution réglant nos vies, plutôt que le texte que nous appelons ainsi, fait de beaux principes sans doute mais qui n'en sont pas moins autant de lettres mortes ?

Qui sait aujourd'hui que ces règles comptables sont édictées par une firme privée, l'IASB (*International Accounting Standards Board*), dont le parent est domicilié dans un paradis fiscal (l'État du Delaware aux États-Unis), et que ses membres sont les grandes firmes d'audit et les représentants des plus grosses transnationales au prorata de leur cotisation ?

Est-ce normal ? L'intérêt général est-il bien assuré de cette manière ?

## Travailleur ou consommateur avant tout ?

Vu l'urgence de trouver une solution globale aux maux qui nous accablent, il nous reste à nous interroger sur certains impensés de notre civilisation capitaliste dans sa version ultralibérale contemporaine.

Devant les inégalités bouleversant nos vies de manière de plus en plus destructrice, balayant au passage une classe moyenne apparemment vouée à la disparition, il nous semble important de réfléchir à la notion de rémunération en nous posant cette question fondamentale : quelle est la rétribution dont nous pourrions être sûrs qu'elle soit justement allouée ? La réponse, nous la connaissons, même si tous les jours certains essaient de nous persuader du contraire : il s'agit uniquement de celle due en compensation du travail accompli, qu'il soit manuel ou intellectuel. Toute autre compensation, que nous avons l'habitude de qualifier de « gain du capital », n'est rien d'autre qu'une rente perçue sur le produit de la combinaison du travail humain individuel, de son organisation collective et des dons que nous offre la nature avec son incroyable générosité, et dont l'attribution à un non-travailleur, à un représentant des « classes oisives » est due à l'iniquité résultant de la distribution arbitraire de la richesse qu'opère de manière aveugle la simple convention qu'est la propriété privée des moyens de production.

Cette idée de rémunération est-elle en vérité inhérente à notre condition humaine ou bien serait-il possible que nous nous offrions les uns aux autres comme un don les fruits de notre travail, dans le respect du don primordial que la nature fait quotidiennement à chacun d'entre nous en assurant son existence ?

Malheureusement, concernant notre rapport à autrui, même si nous avons décidé d'en finir avec le système colonial – ultime mode d'exploitation de l'homme par l'homme –, il demeure toujours une de nos armes préférées à laquelle nous recourons de manière déguisée lorsqu'il s'agit d'utiliser les ressources naturelles et humaines faisant défaut dans nos contrées. Ce que nous ne trouvons plus chez nous, soit parce que la ressource a été épuisée, soit parce que notre soif de profit est illimitée, nous n'hésitons pas à parcourir des kilomètres réels ou virtuels pour nous le procurer, ne remettant pas en cause nos agissements en raison d'un bénéfice non dit mais qui demeure plus que jamais légitime à nos yeux.

Pourtant, vu sous cet angle, il nous faut prendre une décision : celui dont le sort nous tient avant tout à cœur et que nous voulons défendre à tout prix, est-ce le consommateur ou bien le travailleur en nous ? Le « consommateur », souvenons-nous, fut mis en avant par la soi-disant « science » économique pour que la représentation de classes sociales en conflit disparaisse de l'horizon de la réflexion économique, chacun, qu'il soit P-Dg d'une firme transnationale ou pauvre hère au coin d'une rue, étant de la même manière – n'est-il pas vrai ? – « consommateur ». Voulons-nous nous définir avant tout comme bénéficiaires éternels et inamovibles des ressources du monde autour de nous ou revendiquons-nous plutôt notre statut de *travailleur, citoyen du monde* ?

Dernière remarque, en manière de conclusion de cette réflexion : une manière traditionnelle pour nous de pallier les différences matérielles qui nous séparent est le recours à l'*assurance-vie*. Or, celle-ci ne remet pas en question les injustices fondamentales ni ne recrée une dynamique nécessaire à notre survie. Le même reproche peut être adressé au principe de l'*allocation universelle* dont il n'est absolument pas sûr qu'elle puisse créer une véritable égalité des personnes digne de ce troisième millénaire, car nous savons que le monde de la finance saura comment la ponctionner à son profit en tout ou en partie, de la même manière que toute hausse de salaire peut sans difficulté disparaître en fumée dans une augmentation parallèle du niveau des loyers qui en sera le reflet automatique. Car telle est la règle dans un système capitaliste jetant sans doute ses derniers feux mais toujours aussi rapace pendant que se poursuit son agonie.

## Une « science » économique qui nous opprime

Certains économistes n'hésitent pas à s'affirmer « orthodoxes » par rapport à d'autres, qu'ils qualifient d'« hétérodoxes » et à qui ils nient un statut égal au leur.

Ce qui au final distingue les deux types, c'est que les premiers ont une confiance absolue dans les lois du marché et ne voient pas d'un bon œil une quelconque intervention de l'État, alors que les autres, consternés par les incertitudes de l'époque présente, appellent justement celui-ci au secours d'une condition des citoyens fortement délabrée suite aux dégâts créés par la spéculation et le manque d'emploi.

Selon les premiers, le marché s'autorégule et il faut lui faire confiance : il suffit de s'adapter à la loi de l'offre et de la demande, car ainsi tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Depuis 2008, nous savons qu'il n'en est rien et nous avons découvert au contraire, grâce au renfort de la simulation informatique<sup>5</sup>, que moins un marché sait, mieux il se porte, les prix ne découvrant pas dans la dynamique du marché la vérité cachée qu'est son « objectivité » due à la rationalité des intervenants, mais trouvant au contraire son équilibre dans l'incapacité des uns et des autres à savoir où il va, leurs erreurs se compensant et s'annulant ainsi de manière statistique, constat qui nous conduit directement à penser que la « science »

5 Paul Jorion, « Adam Smith's "Invisible Hand" Revisited », Proceedings of the 1 World Conference on Simulation of Social Systems, Kyoto, août 2006, vol. I, Springer Verlag, p. 247-254.

économique ainsi qualifiée n'est pas une vraie science : elle produit tout au plus, et comme chacun l'observe, un discours seulement incantatoire se fiant en fin de compte au bon vouloir du hasard.

Une autre preuve de l'incertitude des marchés prétendument fiables est l'énorme couverture de risque exigée des acheteurs : si tout est si bien programmé, pourquoi est-il tant nécessaire de se prémunir du danger ? La réponse se trouve dans la théorie des *anticipations rationnelles* à laquelle souscrit la « science » économique, selon laquelle une connaissance parfaite du présent débouche sur une connaissance parfaite également de l'avenir, vision fantaisiste démentie de multiples manières par la physique contemporaine mais à laquelle la « science » économique croit cependant dur comme fer et qui n'est donc, en raison des démentis produits par les véritables spécialistes de ces questions, rien de plus qu'un dogme auquel elle souscrit.

Souvenons-nous par ailleurs du comportement de la banque Goldman Sachs, qui n'a pas hésité en 2008, pour tenter de se refaire lors de l'effondrement généralisé des marchés financiers, à organiser des paris sur des titres financiers frelatés dont elle avait supervisé la structuration frauduleuse, se plaçant du côté de ceux qui pariaient sur leur dégradation devenue du coup inéluctable et encourageant ses clients qui lui faisaient confiance en raison de son image de marque prestigieuse à parier en sens opposé, contribuant de cette manière à l'écroulement par un effet de domino d'un secteur tout entier, dont elle était l'un des principaux acteurs en début de crise.

Plusieurs années plus tard, cependant, certaines banques ont tiré la leçon de ces tragiques événements et ont annoncé au public qu'elles renonçaient à la spéculation dans certains domaines, surtout celui de l'alimentaire, en fonction de considérations que l'on doit évidemment caractériser d'éthiques.

La conclusion à tirer de ces épisodes se situe sur deux plans.

Ils nous montrent tout d'abord que la régulation est nécessaire afin de préserver la survie du plus grand nombre d'entre nous face à la puissance irrésistible du marché, rouleau compresseur aveugle écrasant tout sur son passage et dont les défaillances produisent les conséquences catastrophiques que plus personne ne peut ignorer depuis l'effondrement de septembre 2008.

L'autosurveillance du secteur financier, pratique recommandée par le régulateur comme une alternative à l'activité de police qu'il devrait exercer autrement, est un leurre. Le vœu pieux que les établissements financiers adoptent spontanément un code de bonne conduite et le respectent pour préserver l'image de marque qui les distingue de leurs concurrents est naïf dans un monde où une entente implicite entre eux fera qu'ils se conduiront tous de la même manière dommageable pour le public.

Nous fait également défaut une véritable charte économique, définissant en amont les principes généraux des comportements souhaités, faisant obstacle ainsi aux finasseries de ceux qui chercheraient à jouer la lettre de la loi contre son esprit dans des mesures en aval à la fois tatillonnes et imprécises. Une telle *Constitution pour l'économie* serait capable de préserver les acquis minimaux de nos institutions et ceux dont bénéficie aujourd'hui chaque citoyen.

## 14

### L'environnement

Il est un constat très amer que nous devons faire quant à la détérioration de notre milieu de vie. Chaque jour, une nouvelle accablante nous parvient, au point que le sentiment d'une triste banalité l'emporte parfois sur celui de l'urgence, alors que celui-ci nous permettrait, pareil à la grenouille, de nous éjecter de la casserole d'eau bouillante plutôt que de périr à petit feu.

Nous avons appris en 2016 que près de la moitié des représentants des espèces vertébrées avaient disparu au cours des trente dernières années, mais le tableau dans lequel s'inscrit cette disparition est très noir : les énergies d'origine fossile provoquent un réchauffement climatique dont les conséquences seront peut-être fatales, et de manière imminente, pour tout être vivant à la surface la planète.

Un sursaut citoyen se manifeste dans de nombreux domaines et on ne peut que s'en réjouir. On peut regretter cependant que les transports en commun, menacés de privatisation, soient plus chers à l'usage que la voiture individuelle. Celle-ci, dans la version non polluante, reste néanmoins inaccessible au commun des mortels. Dans le même ordre d'idées, les recyclages ou échanges s'avèrent insuffisants s'ils ne sont pas gérés à une échelle plus vaste et collective.

L'initiative citoyenne est encouragée et épaulée par des médias porteurs d'espoir, d'enthousiasme, et c'est bien. Malgré toute leur bonne volonté, leurs conseils ne sont pas à la hauteur des problèmes qui se posent : comment admettre comme une

solution miracle celle de cultiver son jardin potager alors que de nombreux sols ont été pollués par l'industrie ? Rouler à vélo est-il bénéfique en des lieux confinés et pollués par le transport routier ? L'utilisation d'une monnaie locale permettra-t-elle d'ignorer les grandes disparités de revenus ?

Deux difficultés majeures surgissent face à un redressement général de notre situation catastrophique.

Tout d'abord, la désinformation systématique des citoyens que continuent à opérer aux États-Unis et dans leur sillage au sein des pays occidentaux des lobbys financiers ou des patrons d'industrie afin de continuer à fabriquer et à vendre des produits toxiques pour l'être humain et son milieu. On les appelle à juste titre les « marchands de doute ».

Ensuite, la résistance que nous manifestons à changer une fois pour toutes de système économique, celui-ci ne répondant plus à nos besoins et nous menaçant dans notre chair par ses prédispositions mortifères. Désignons-le de son nom : « capitalisme ». Notre mentalité reste celle du XIX<sup>e</sup> siècle : celle des maîtres de l'industrie, qui consommaient les ressources de la nature et des humains comme si elles étaient infinies. Or, cette vision est dépassée. Nous sommes au XXI<sup>e</sup> siècle et l'utilisation mesurée de la technologie dans un cadre plus solidaire pourrait non seulement nous faire émerger de l'esclavage, mais aussi nous restituer une partie de l'Éden, notre paradis terrestre.

Un moyen mis à notre disposition pour nous enrichir sans effort est celui de la rente, perçue grâce à des transmissions de propriété ou à des placements immémoriaux. Cette justification « inscrite dans le temps » nous empêche de réfléchir à sa raison d'être et nous en sommes bien aises.

Par ailleurs, la question de la transition énergétique, si aiguë pour nous, est difficile à traiter car l'économie de l'énergie est précisément liée à celle de la rente perçue par le propriétaire de

la ressource, système de profit perdurant lié à notre tolérance vis-à-vis du mode ancestral de la propriété privée des moyens de production, jamais remis en question malgré sa nocivité et sa contribution active à la destruction de la planète. Le paradoxe en est qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, l'économie se révélait plus efficace dans l'utilisation des ressources qu'à l'époque actuelle, car elle était moins dépendante des caprices et de la frivolité de certains intérêts particuliers.

Menant notre réflexion plus loin encore, celle-ci nous conduira directement à revoir notre conception de la propriété privée, revendiquée comme un droit absolu par la Révolution française. L'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 n'affirme-t-il pas que « [l]a propriété [est] un droit inviolable et sacré », à une époque où la notion de sacré – souvenons nous-en – est remise en question de manière fondamentale par le sentiment populaire ? Robespierre tombera d'ailleurs cinq ans plus tard, au lendemain de sa tentative de promouvoir, avec le culte de l'Être suprême, une forme renouvelée du christianisme.

Cependant, depuis deux siècles, notre monde a changé : il est devenu plus fluide, plus rapide, plus menacé aussi. La notion d'*abusus* au sein du droit de propriété – l'autorisation de faire ce que bon nous semble de ce dont nous sommes propriétaires, sans qu'aucun compte soit tenu du caractère renouvelable ou non de l'objet de cette propriété – est en soi une source intolérable d'abus.

Bien sûr, l'*abusus* a été bridé au fil des années dans l'usage que peuvent faire de leurs biens les particuliers, mais l'*abusus* demeure absolu pour le ou les propriétaires d'une entreprise.

La propriété privée est revendiquée par nous-mêmes pour assurer le bien-être de nos enfants, mais n'y a-t-il pas une anomalie insupportable à vouloir s'accrocher à ses aspects les plus égoïstes et les plus dévastateurs alors que notre monde, entré dans une transition potentiellement catastrophique, s'effondre

sous nos pieds ? N'y a-t-il pas un paradoxe dangereux dans le fait que notre conscience, acquise désormais, de la brièveté de notre passage sur terre n'enlève rien au caractère définitif de notre empreinte sur celle-ci ? Pouvons-nous inventer un autre statut à la propriété, à la hauteur des enjeux de la survie même de l'espèce ?

## 15

### Le projet européen

Créé pour donner à la paix et à la civilisation un nouveau souffle, après une période de déshumanisation radicale, le projet européen n'a pas pu répondre à cette demande légitime des peuples épuisés par l'horreur et se fond lui aussi dans la grande tourmente du marché. Il a fallu que notre pays s'oppose *in extremis* à l'acceptation générale du risque de voir les transnationales gérer sans retenue les États. C'est dire si la volonté actuelle est vraiment celle de protéger notre dignité citoyenne et humaine ! Parfois, ces transnationales ont pu même profiter des avantages offerts par le marché européen pour enrichir leur propre firme au détriment de la décence des conditions de travail de ceux qu'elles embauchent.

Cette volonté de puissance éhontée dirigée contre autrui conduit à l'affaiblissement de la solidarité entre les pays, que ce soit envers les nations appauvries telle la Grèce, face auxquelles nous avons adopté un comportement de prédateur au vu des rentes exigées d'elles comme rançon de leur survie, ou que ce soit par la difficulté que nous avons manifestée d'accueillir ceux qui fuient la misère et la guerre, monnayant leur survie (le mot « accueil » étant injustifié) avec un pays dont la préoccupation première est loin d'être l'instauration de la démocratie. La situation se retourne contre nous, puisque nous n'avons guère de défense commune, certains pays virant à l'extrême droite en l'assurant par eux-mêmes.

Guère de solidarité donc, pas davantage de démocratie. La France et l'Allemagne tiennent les rênes de ce convoi dont nous aurions tort d'être fiers : de hauts représentants des institutions européennes n'hésitent pas à se faire engager par des banques responsables de la crise planétaire, alors que d'autres cachent leurs avoirs dans des paradis fiscaux. Ce n'est pas non plus la lourdeur des institutions qui nous permettra de prendre davantage la parole.

Préoccupée qu'elle est par sa rentabilité économique, l'Europe ne se soucie guère de nous défendre face aux grands enjeux de notre temps, la destruction de notre moyen de vivre, notre travail, et de celui de survivre, notre environnement.

Le projet européen est à revoir, à corriger, à poursuivre, à compléter, mais en l'éloignant de la seule préoccupation qui a été véritablement la sienne jusqu'ici : être un *marché*. Le moment est venu que l'Europe devienne plus que la seule Europe des marchands, qu'elle soit désormais l'Europe de l'État de bien-être : celle que veulent ses citoyens, celle que veulent les peuples qui la composent.

## Vers une gouvernance mondiale

Les crises dont nous ne sommes pas sortis nous obligent à réfléchir à différents points, à l'échelle mondiale.

Tout d'abord, nous ne disposons pas d'une charte économique globale assurant les échanges entre les pays, ni d'une monnaie stable, universelle, pouvant prévenir aussi bien un désastre économique qu'un coup d'État en réponse à une révolte causée par la misère. L'économisme triomphant menace d'aboutir à une domination absolue des transnationales sur les États, du jamais vu dans l'histoire de l'humanité. Un seul point réconfortant : la globalisation des informations tend à réduire l'écart entre les pays très puissants et les autres, permettant à la qualité de prévaloir à nouveau sur la quantité, pour notre plus grand bien.

Si nous voulons survivre, ce sera en tant que groupe que nous y parviendrons, rassemblés pour le meilleur de notre humanité. Sinon nous allons droit à l'échec. L'heure est à la réduction universelle de notre consommation planétaire et aucun patron ne pourra payer à sa juste valeur l'effort collectif nécessaire à la réalisation du grand projet d'assurer non seulement la survie de l'humanité, mais aussi de créer un nouveau monde meilleur parce que réconcilié, car la dimension communautaire échappe à son point de vue mercantile.

Enfin, notre monde parcouru de secousses doit évaluer les migrations à une échelle plus globale, car nous savons que nous pouvons tous, d'une manière ou d'une autre, et pour quelque raison que ce soit, devenir à notre tour des exilés dans une nation lointaine.

Ces différents objectifs ne peuvent être atteints que dans un cadre pour le moins européen et s'inscrivant dans une politique à vocation véritablement universelle.

## 17

### Pour conclure

Les promesses du progrès semblaient à une époque se réaliser une à une, non pas qu'elles puissent s'obtenir sans lutte, mais notre détermination était présente et la solidarité nécessaire aussi. Les acquis apparaissaient irréversibles, les retours en arrière nous semblaient autant de cauchemars dont jamais nous ne permettrions qu'ils se concrétisent.

Aujourd'hui, les revendications sociales sont plus dures à mener qu'auparavant, en raison de la dispersion et de l'anonymat toujours plus grand du pouvoir économique. On constate avec amertume que le droit de grève est vu comme une atteinte à l'ordre social, alors que les conditions de travail des revendicateurs s'étiolent de jour en jour suite à la violence physique de conditions de travail de plus en plus dures, mais plus encore à la violence économique.

L'An 2000 se profilait à l'horizon comme l'Éden qui récompenserait tous les efforts qui avaient été consentis : le travail des enfants, le travail dangereux, avilissant, abrutissant, ces vestiges abominables d'un passé révolu auraient disparu. Le monde qui serait le nôtre serait celui d'un jardin qui couvrirait la terre, où, en compagnie de nos enfants et de nos petits-enfants, nous aurions le loisir de nous délasser et d'exercer les talents variés qui sont les nôtres.

Au lieu de cela, nous léguons à nos enfants et à nos petits-enfants un monde pollué, sous la menace constante d'une catastrophe nucléaire qui décimerait la vie autour d'elle, dont les

espèces végétales et animales, victimes de notre négligence quand ce n'est pas de notre simple bêtise, disparaissent à une vitesse consternante, dont le climat se dérègle et où le niveau des océans monte inexorablement du fait de nos activités dévastatrices, où l'on réclame de nous sans cesse que nous travaillions toujours davantage à des tâches de plus en plus dépourvues de sens parce qu'il ne reste plus à se partager entre nous que celles où la machine ne surpasse pas l'être humain.

Comment en sommes-nous arrivés à une dégradation à ce point navrante de notre condition ? Nous ne sommes pourtant pas désarmés devant ces calamités : nous savons très précisément ce qui s'est passé, nous savons comment nous avons été bernés pendant que nous rêvions avec insouciance aux promesses qui allaient se réaliser parce que nous les voulions et que nous avions combattu pour les voir se réaliser, pour nous et pour ceux qui viendraient après nous. Nous les vivrions comme une libération, comme une délivrance.

Nous sommes aujourd'hui dans le désarroi, sinon plongés dans le désespoir. Nous ne savons que faire, sinon voter pour ceux qui, avec une démagogie calculée, nous promettent « le contraire ». Mais ce n'est pas « le contraire » que nous voulons, un contraire qui se contente le plus souvent de reprocher la misère matérielle, intellectuelle et morale à laquelle nous sommes réduits à de plus misérables encore que nous-mêmes. Ce que nous voulons, c'est un monde où la liberté, l'égalité et la fraternité seront devenues réalité, un monde où l'union fera véritablement la force. Un tel monde est possible, car les solutions sont connues et il ne nous manque que la volonté de les mettre en œuvre.

Ces solutions seront exposées et leur combinaison sera décrite dans la partie 2 de ce *Vers un nouveau monde*, intitulé *Le monde tel qu'il devrait être*.

Le monde tel qu'il devrait être et tel que nous le bâtirons ensemble. Tous ensemble !

# LE MONDE TEL QU'IL DEVRAIT ÊTRE

Dans les années 1930, John Maynard Keynes, l'économiste britannique, nous rappelait une vérité élémentaire que nos politiques ont entièrement oubliée depuis, bien qu'elle devrait être la règle d'or dans l'art de gouverner : s'il est déraisonnable pour des gouvernants d'espérer obtenir un consensus unanime en faveur de leurs politiques, il peuvent cependant s'assigner comme un objectif atteignable de faire en sorte que l'insatisfaction des gouvernés, le ressentiment qu'ils éprouvent envers elles soient les plus faibles possible ; il est essentiel qu'ils le fassent, puisqu'il s'agit là de la condition même du maintien du tissu social d'une nation.

Comment nos politiques peuvent-ils ignorer une vérité dont l'évidence est à ce point indiscutable ? C'est pourtant précisément ce que beaucoup d'entre eux font et c'est avec une candeur non feinte qu'ils s'interrogent : « Pourquoi cette montée des populismes et comment l'endiguer ? », comme s'il n'existait aucun lien entre leur indifférence au sort commun et le ralliement à des politiques qui n'ont pas grand-chose à offrir sinon « le contraire », ce contraire prenant le plus souvent pour cible les plus faibles, les plus marginalisés d'entre nous. Les autorités centrales européennes, obnubilées par une représentation de l'humanité sous la forme uniquement d'un « marché », incarnent de façon caricaturale cette indifférence au sort commun.

Le capitalisme a pris un tournant mortifère avec l'arrivée de l'ultralibéralisme, doctrine dogmatique dominant désormais en maître absolu la planète entière et la détruisant de fond en comble par la politique de la terre brûlée qui la caractérise, par une concentration des richesses jamais vue auparavant et une exploitation sans mesure des dernières ressources naturelles nous appartenant encore. Il est plus que temps pour nous de jeter un regard en arrière et d'examiner si les sociétés qui nous ont précédés avaient adopté elles aussi un comportement aussi insensé et égoïste et, si non, à partir de quelles considérations et en appliquant quelles politiques.

Selon des études menées par des historiens, des anthropologues et des sociologues, la réponse est résolument non. Notre civilisation occidentale contemporaine jouit du triste privilège d'avoir fondé son modèle social uniquement sur l'échange, rejetant comme un luxe inutile le lien symbolique avec autrui qu'offre le don dans un cadre de réciprocité.

Les sociétés isolées, que nous avons pris la mauvaise habitude d'appeler « primitives », ont inscrit le don à la base de leurs relations avec l'autre, dans une réciprocité soit positive, qui nous est familière dans la formule « Aime ton prochain comme toi-même », que l'on trouve dans les Évangiles et avant déjà dans les paroles de Socrate, soit négative, dans la *loi du talion* de l'« Œil pour œil, dent pour dent », que l'on trouve dans l'Ancien Testament. L'essentiel est qu'elles ont tenu absolument à établir une distinction nette, incontournable entre l'échange et le don, l'échange mettant l'accent sur l'accumulation et le profit, le don sur l'honneur et la redistribution, qui donnent un sens à l'existence humaine, même si c'est au prix de sa propre vie quand il s'agit de sociétés qui ont axé leurs valeurs sur le comportement guerrier, comme les Jivaros, par exemple.

Nous avons abandonné, au profit d'un système de mort – celui de l'échange fondé sur les rapports de force –, le don qui est le principe vital en lui-même, dispensateur de la joie d'exister.

Nous sommes les héritiers des Grecs à travers notre démocratie qui est un prolongement modifié de la leur, libérée de leur tolérance à l'égard de l'esclavage. Nous sommes aussi leurs héritiers quant aux principes fondamentaux de notre justice, où se trouve approfondie cette notion de réciprocité telle qu'ils l'entendaient, quand ils lui imposaient l'exigence supplémentaire d'une symétrie entre donateur et donataire. Le don étant lié à l'acceptation du bénéficiaire, il ne pouvait être par conséquent pour le donateur un moyen de domination sur le donataire.

Une réelle égalité et dignité entre les partenaires s'établissait ainsi. Ils acquéraient de cette relation leur caractère humain, le regard d'autrui étant le garant de cette qualité. Contrairement au message que l'on martèle depuis une quarantaine d'années, ce n'est pas la rivalité mais la réciprocité qui nous tient vivants.

La dette, synonyme pour le donataire dans le rapport de réciprocité de sa mort sociale si le don ne devait jamais être retourné (le don à une tierce personne étant une alternative), ne cesse de résonner à nos oreilles, qu'elle soit la dette de l'État, la dette des pays les plus pauvres et, au sein d'une Europe restée prospère, la dette de ceux qui ne peuvent honorer leurs factures, la dette des pays où l'on meurt encore de faim. Le maître absolu, le créancier impitoyable, le capitalisme sous sa forme sauvage présente, qui a détruit notre lieu de vie et nous met à genoux tous les jours, continue à nous appauvrir et à nous soumettre – comme s'il avait jamais offert spontanément, par générosité, quoi que ce soit qui justifie que nous lui soyons redevables !

À la vérité, c'est au contraire lui notre débiteur. Son tour est venu de rendre des comptes pour tant de destructions produites, quand au XIX<sup>e</sup> siècle il a traité les êtres humains comme du bétail, interdisant à un grand nombre d'enfants d'atteindre l'âge adulte,

tant – Moloch des temps modernes – son désir de dévoration était insatiable. Nous devrions nous unir pour le traduire en justice pour qu'il rende compte de tout le dommage commis depuis deux siècles contre notre environnement. Nous devrions aussi l'obliger à régurgiter le manque à gagner en salaires qu'il nous a infligé pour satisfaire son goût insatiable du luxe et du tape-à-l'œil insolent.

Non satisfait d'avoir détruit plusieurs générations en les exploitant sans frein, il s'est transformé en machine de guerre impitoyable lorsque des assoiffés de sang, prenant son modèle comme référence, ont enfermé leurs semblables dans des simulacres d'usine où la mort semait sa terreur.

Ce système sans pitié a suffisamment fait preuve de son caractère dévastateur, ce devrait être à lui, maintenant, en toute logique et en toute justice, de répondre aux questions que nous nous posons légitimement à son sujet.

Nous avons voulu, à juste titre, lever la mainmise sur les territoires envahis par notre civilisation, tant il nous semblait inhumain de spolier nos égaux des ressources naturelles dont ils avaient besoin pour survivre. L'ironie du sort est amère : un demi-siècle plus tard, nous sommes tous désormais des Indiens parqués dans des réserves, car c'est la terre entière qui a été pillée, nous privant d'un usage vital de l'eau, de l'air auxquels nous avons droit de par notre naissance en tant qu'êtres humains. La colonisation s'est étendue à l'ensemble de la planète mais cette fois, l'occupant porte l'étrange visage d'un petit groupe au pouvoir cependant infini.

Pourtant, combien serait-il agréable et digne de notre séjour sur cette terre de recréer une réciprocité de tous envers tous grâce à laquelle chacun d'entre nous redécouvrirait sa véritable nature humaine. L'Histoire nous indique le chemin : cette conquête ne serait possible – si nous revenions à la pureté de notre système démocratique, « Un homme ou une femme, une voix » – que si

une économie authentique, fondée sur la solidarité, distribuait ses bienfaits à notre avantage et en contribuant à notre épanouissement.

L'idéologie ultralibérale prônant le type de société devenu le nôtre n'est rien de plus qu'une vue de l'esprit, une construction alliée à un projet de société : un néo-féodalisme où le pouvoir n'est plus fondé comme autrefois sur la propriété terrienne, mais sur l'argent. Les étapes de sa progression sont connues : colloque Walter Lippmann en 1938 à Paris, fondation de la Société du Mont-Pèlerin en 1947, à l'aide d'un financement par les milieux patronaux suisses ; le nom de ses artisans est connu lui aussi : Ludwig von Mises, Friedrich von Hayek, Milton Friedman. Le fait que les deux derniers soient Prix Nobel d'économie, respectivement en 1974 et en 1976, est loin d'être accidentel puisque c'est la Société du Mont-Pèlerin précisément qui prit l'initiative de la création de ce prix en 1969.

Les travaux des sociologues ont, quant à eux, amplement démontré que le sentiment de solidarité n'émerge pas de la précarité. La recherche d'autrui, le besoin d'échange et de réciprocité, n'est pas seulement une attitude prônée par les théologiens, mais véritablement une caractéristique de notre espèce humaine. Aristote disait déjà de l'homme : « *zoon politikon* », animal fait pour la vie en société, autrement dit « animal social ». Nous sommes « agencés » de manière à être impuissants sans autrui, tant par la nécessité de notre évolution biologique que par notre originalité en tant qu'espèce, notre faculté et notre désir de communication véhiculés par la parole : un véritable Robinson Crusoe deviendrait fou !

Puisse la poussée d'individualisme exacerbé chez certains d'entre nous faire comprendre, en raison de tous les maux qu'elle engendre, que nous nous trompons et nous remettre sur les rails du bonheur : nous ne sommes pas de petits dieux

autonomes et indépendants, c'est dans le groupe de nos semblables que nous nous réalisons et que nous découvrons qui nous sommes réellement.

Les droits acquis ainsi à l'intérieur du groupe et, grâce à lui, comme aboutissement de longues luttes, pour nous conserver un minimum de dignité face à l'exploitation, le droit de préserver notre vie ainsi que celle des nôtres, celui de nous exprimer, d'être égal aux autres en nous voyant reconnaître la même considération sont en train de disparaître en raison des abus constants et omniprésents de la classe dirigeante à notre égard : baisse illimitée des salaires – dont on nous laisse entendre qu'ils devraient s'aligner sur ceux du Bangladesh –, sauts d'index, flexibilité des horaires, revue des contrats à la baisse en direction de la précarité, inégalité toujours présente des salaires masculins et féminins, diminution des pensions, exclusions massives du droit aux allocations de chômage.

C'est ainsi que le droit de grève est en train de disparaître, prétendument en raison de la violence insupportable qu'il constituerait pour nos droits de consommateurs, ce sentiment étant cependant induit de manière perverse par l'orchestration d'une offre de plus en plus personnalisée. Et c'est par une invocation égoïste de celle-ci que nos droits en tant que travailleurs sont mis en péril sous prétexte qu'en tant que consommateurs, nous aurions le droit d'imposer des exigences tyranniques.

Tel un animal captivé par les rayons des phares d'une voiture dans la nuit, nous restons ainsi paralysés à la vue de la machine à broyer dressée devant nous, impuissants face à ceux qui la conduisent, alors qu'à l'inverse, la lucidité devrait être le projecteur qui nous éclaire, mettant en lumière les rouages du monstre mécanique et nous permettant de conjurer ses effets destructeurs.

Notre système économique est autoréférentiel, privé désormais de véritable fonction sociale. Il vise seulement l'emballage d'une consommation incapable de donner un sens à notre vie. Nous créons notre propre malheur en « toute inconscience », celle-ci étant cependant savamment programmée par le recours à des techniques de marketing indifférentes à tout système de valeurs et déversant une propagande consumériste, soucieuse uniquement de voir les bénéfices des firmes productrices gonfler toujours davantage.

Dans cinquante ans, nos descendants, si nous avons le bonheur qu'ils voient le jour dans un monde de moins en moins propice à leur venue, se demanderont par quel miracle nous avons permis à une infime minorité de se jouer ainsi de nous, alors que notre espèce engrangeait d'incroyables progrès technologiques, preuve incontestable de son génie.

Nous sommes arrivés au point où notre système socio-économique succombe à son absurdité, tant l'habitat de notre espèce s'est dégradé, tant notre économie productiviste a épuisé les ressources vitales de notre planète. La valeur ajoutée par notre travail nous étant pour une grande part confisquée – et je ne parle pas ici des impôts et des charges qui permettent le maintien d'une infrastructure commune, le fonctionnement d'institutions qui nous protègent ainsi que l'exercice de la solidarité entre nous –, c'est notre vie qui est saccagée, foulée au pied, devenue absurde si ce n'est indigne. Nous nous agitons pour nous distraire des évidences et cacher à nos propres yeux la misère qui est désormais la nôtre aussi bien que celle de notre prochain.

Nos exaspérations, le plus souvent justifiées, pourraient susciter une révolte si puissante qu'elle risquerait de détruire notre tissu social aussi bien que notre cadre de vie. Nous en voyons tous les jours de malheureux exemples, lorsque des per-

sonnes acculées n'ont d'autre recours que le suicide ou de répandre la destruction et la mort autour d'elles pour faire entendre une protestation trop longtemps restée muette.

Les personnes qui nous aident à la base même de notre vie, celles qui nous aident à naître, à mourir, nous accompagnent dans nos maladies, nous éduquent, sont celles envers qui nous nous montrons les plus ingrats, leur réservant la part la plus congrue des salaires. Comme notre société met l'accent sur le prestige clinquant de la consommation et juge chacun à l'aune de son pouvoir d'achat et de son image sociale, ces travailleurs ne sont pas appréciés à leur juste valeur.

La boucle est ainsi bouclée : même si nos enfants sont aidés par de bons pédagogues, même si les services sont assurés par des personnes bienveillantes et compétentes, il reste qu'aucun d'entre eux ne correspond au modèle social qui nous est présenté comme celui à viser dans le monde d'aujourd'hui : celui de la domination sur autrui et du « Malheur aux vaincus ! » généralisé, même si le vaincu en question a tout fait en réalité pour s'identifier à l'idéal de réussite qui nous est proposé : celui de l'entrepreneur parti de rien mais ayant sauté tous les obstacles – tâche en réalité pratiquement insurmontable dans une économie entièrement subordonnée aux diktats de la finance.

Ce prétendu idéal est malsain tant au niveau matériel qu'au niveau psychique puisqu'il nous éloigne de plus en plus de ce qui serait une société authentiquement humaine. Considérer à nouveau qu'un service rendu à l'autre est aussi important, voire bien davantage, que la production d'un objet matériel ou le versement d'une somme est une priorité si nous voulons ressusciter les échanges et qu'une signification soit à nouveau associée à nos actes au sein de notre communauté.

La révolte de la jeunesse occidentale dans les années 1960 nous semble parfois un peu inexplicable puisqu'elle n'émergeait pas de problèmes sociaux aigus, l'emploi et la construction battant

alors leur plein. Elle a eu le mérite cependant de nous montrer l'impasse de « l'homme unidimensionnel » s'épuisant dans des images, si nous persistons à nous engager avec insouciance dans la voie du consumérisme à tout crin.

Les revendications de liberté et de signification à donner à notre vie à cette époque avaient du mal à atteindre leur but, même si elles furent finalement entendues et contribuèrent à élargir fortement notre vision de l'existence, car nous ne disposions pas alors des moyens technologiques qui sont les nôtres aujourd'hui, qui permettent d'assurer plus facilement à chacun une place réelle et un bien-être dans la société, correspondant à la personne à laquelle nous nous identifions comme étant authentiquement nous-même. S'il est une chose en effet – et elle contient bien entendu sa part d'effets négatifs aussi – qui a disparu de notre monde d'aujourd'hui, grâce au téléphone mobile et aux réseaux sociaux, c'est le sentiment de solitude : nous risquons bien davantage d'être trop sollicités, jusqu'à nous sentir envahis, que de souffrir encore du fléau que constituait autrefois l'isolement.

Nous le prenons de haut aujourd'hui et nous adoptons un ton sentencieux bien qu'empreint d'une admiration secrète quand nous évoquons les civilisations comme celles de l'Égypte ancienne qui ont bâti de gigantesques et grandioses monuments en forçant des esclaves à monter les superbes temples et pyramides que nous voyons encore aujourd'hui, mais il n'est pas exclu que dans quelques décennies, nos propres descendants diront de nous que nous pratiquions le même culte du pouvoir et que nous le mettions en œuvre avec la même brutalité. De même, nous bombons le torse, nous félicitant d'avoir banni le colonialisme, mais celui-ci n'a-t-il pas été remplacé par de nouveaux traités commerciaux aussi iniques que les anciens ? Nous sommes fiers d'avoir traversé la *révolution industrielle* pour tout le bien-être qu'elle nous a apporté, mais nous oublions qu'elle s'est effectuée – et nous devrions alors en être affligés – de la même manière, grâce au travail d'esclaves à peine payés, mis au rang d'instruments, relé-

gués au statut de sous-hommes et avec pour prix l'épuisement du cadre naturel garant de la survie du genre humain. Notre progrès – si c'est bien ainsi qu'il faut l'appeler – s'effectue au XXI<sup>e</sup> siècle encore au prix tragique du sacrifice d'êtres humains, au bénéfice du bonheur et du plaisir de quelques-uns seulement.

L'Histoire peut tout nous apprendre mais, comme l'a souligné Hegel, pour un résultat médiocre : nous n'avons rien appris car nous n'en tirons jamais les leçons.

Nous devinions que nos actes apparemment si « productifs » pouvaient engendrer des conséquences nocives, mais nous n'étions pas vraiment soucieux de ce qu'elles étaient. Aujourd'hui, nous disposons de meilleurs moyens qu'aux époques antérieures pour réfléchir aux conséquences de nos actes. Étant bien mieux outillés et instruits pour le faire, nous n'ignorons rien de comment notre monde court à sa perte ; et notre responsabilité est entière face à un devenir dont la donne et les enjeux sont clairs, étant parfaitement informés si nous le désirons et suffisamment outillés pour inverser cette évolution fatale car nous disposons d'un pouvoir extraordinaire que ne détenaient pas les autres générations, celui de nous communiquer les informations et d'y réagir en groupe de manière immédiate et performante. Il faut pour cela, cela va de soi, nous armer de l'esprit critique qui nous permet de nous frayer une piste dans la jungle de la désinformation et de maîtriser certaines techniques numériques comme les groupes de discussion faisant avancer une cause ou les pétitions en ligne.

Face à de tels enjeux, nous n'avons d'autre choix qu'exercer notre clairvoyance et, pour cela, sortir du cadre : remettre à plat la question de l'emploi et celle du travail dans un monde où celui-ci disparaît. La mécanisation est une victoire pour l'humanité tout entière et ses bénéfices doivent être partagés équitablement. Il faut pour cela repenser la propriété des moyens de production afin que le fruit de notre travail nous revienne et repenser l'*abusus* inhérent au droit de propriété des entreprises

pour éviter la destruction de la planète ; alors seulement, la part de travail qui demeurera – un monde de loisir et de dévouement à la cause commune s'étant ouvert à nous – retrouvera son sens et nous aidera à vivre et non simplement à mourir.

Nous n'avons guère le choix aujourd'hui que de réagir avec force, la survie de l'espèce étant cette fois en jeu, le progrès dont nous nous prévalons ayant – dans le cadre d'un système économique et financier inique – détruit notre habitat au point de menacer son existence même une fois pour toutes.

Que faire maintenant ? La réponse est claire : mettre en place les éléments d'une transition vers une nouvelle politique, fondée sur une nouvelle représentation du monde, assimilée à une transition vers le socialisme tel qu'il fut défini autrefois dans son évidence lumineuse : pour instaurer ici même, au sein du monde d'« ici-bas » où nous vivons véritablement, l'Éden que les religions, et leur commerce de mirages, situèrent dans un au-delà qui viendrait ailleurs et, surtout, beaucoup plus tard, une fois le rideau tombé sur notre vie.

Or, le malheur est revenu aussitôt que, épuisés par nos luttes mais rassurés par nos acquis, nous avons eu le dos tourné. Nous nous étions convaincus avec bien trop de hâte que nous avions gagné : la détermination des adorateurs du Veau d'Or – qui nous volent ce que nous avons conquis – un moment ébranlée est aujourd'hui à nouveau féroce. Il faut maintenant laisser cette naïveté derrière nous.

Voici présentés les dix ingrédients d'un programme renouant avec les valeurs authentiquement socialistes qui émergèrent de l'indignation et de la rébellion qui furent les nôtres autrefois et qui doivent être à nouveau les nôtres aujourd'hui.

01

## Casser la machine à concentrer la richesse

Il est impératif d'abord de casser la machine à concentrer la richesse qui conduit aujourd'hui huit personnes à disposer à elles seules d'un patrimoine équivalent à celui de la moitié la moins riche de l'humanité : huit individus d'un côté, 3,7 milliards de l'autre, c'est-à-dire rien moins que  $3,7 \times 1\,000 \times 1\,000 \times 1\,000$  êtres humains, ce qui – on en conviendra –, dans son indécence, dépasse l'entendement : le chiffre en est si exorbitant qu'il rejoint l'abstraction !

Un tel constat nous force immédiatement à prendre conscience que nos progrès techniques n'ont pas entraîné dans leur sillage une évolution de la même qualité dans le domaine de l'éthique et que celle-ci a fui la sphère de l'économie et de la finance avec la complicité involontaire de notre indifférence.

S'il faut sans doute imputer partiellement notre absence de révolte devant une pareille situation aux bornes de notre imagination, une autre raison existe : notre déni spontané de la possibilité même de tant d'injustice, car nous fermons les yeux à la vue d'un nombre si considérable d'êtres humains dépourvus de moyens élémentaires de mener une vie digne, tel l'accès à une nourriture et à une eau saines, en prétextant comme faible excuse à notre indifférence – s'il nous arrive d'y penser – qu'il y a sûrement quelqu'un, quelque part, qui s'active à remédier à un tel scandale.

Les causes de cette concentration obscène de la richesse sont si évidentes qu'elles devraient nous sauter aux yeux. Si elles nous restent invisibles, c'est qu'elles nous sont à ce point familières que nous les voyons comme éléments de la fabrique même du monde : le versement d'intérêts d'abord, facteur d'accumulation de richesses en lui-même, la spéculation ensuite, le mépris de la valeur du travail enfin, qui le fait considérer non pas comme un atout pour une entreprise, mais comme un coût à réduire autant que possible, alors que la rémunération des actionnaires et celle, souvent extravagante, des dirigeants des grosses entreprises sont prisées au titre de parts de bénéficiaires à encourager, quel qu'en soit le coût.

Pourquoi des intérêts doivent-ils être versés ? N'adoptons pas, sur la question, la politique de l'autruche : le capital n'est pas un bien doté de la propriété magique de grossir de lui-même : le capital, ce sont les ressources qui manquent dans l'économie – dans la production, la distribution et la consommation – à l'endroit où elles sont indispensables pour que la machine économique puisse tourner. Le capital, ne nous leurrions pas, n'est pas une somme ou un bien qui se trouve placidement à un endroit, c'est une somme ou un bien qui manque à l'endroit où il est nécessaire pour que fonctionne la machine économique et qui a été déplacé pour pallier ce manque.

La raison de ce manque ? La manière dont la propriété privée a été définie autrefois selon une philosophie censée aller de soi : « Le vainqueur emporte tout ! »

L'autre perspective se dessinant au quotidien de manière de plus en plus cruelle est l'effet en retour de notre « mondialisation » agressive, venant de pays qui se considèrent à juste titre « lésés » par notre manière de gérer notre commerce, pour ne pas dire notre boutique.

Comment rendre leur vie à ces enfants privés d'éducation pour assurer la subsistance de leur famille, dans des pays pas si lointains, comment recréer ces forêts dévastées comme offrandes au dieu Consommation, ces océans dont les populations de poissons, de crustacés, de mollusques s'amenuisent sans cesse ? Au lieu de mettre au ban des nations les responsables de telles déprédations, nous les encourageons en signant des traités de libre concurrence, en accordant des « bons pour polluer » aux pires prédateurs sous prétexte que certains polluent moins que d'autres et peuvent revendre aux pires contrevenants leur droit à polluer davantage, en acceptant que ces produits dont nous bénéficions soient « bon marché », au prix pourtant de l'épuisement physique et moral de ceux qui les ont conçus et d'une dégradation imperturbable et désormais souvent irréversible de notre environnement.

Nous sommes nombreux aujourd'hui à appeler de nos vœux la décroissance. Dans le monde présent où nous consommons chaque année 1,6 fois les ressources qui permettraient que notre consommation soit durable, la décroissance est devenue en réalité une nécessité. L'engouement pour le film de Cyril Dion, *Demain* (2015), reflète notre désir d'un mode de vie agréable dans une nature avec laquelle nous serions réconciliés, pour notre propre bien-être et celui de nos enfants.

Même si nous sommes conscients du fait que nos actes individuels – aussi louables soient-ils – ne nous permettront pas de rendre notre planète à nouveau vivable car le projet est d'une taille trop considérable et ne peut donc par nature être mené à bien que collectivement, le principal obstacle qui se dresse devant l'objectif de la décroissance est d'un tout autre ordre, puisqu'il s'agit du versement d'intérêts.

Ceux qui vantent la croissance plutôt que la décroissance ne le font pas parce qu'ils souhaiteraient que nous soyons tous plus riches ou parce qu'ils auraient à cœur le financement de

l'État-Providence, non, s'ils le font, c'est parce qu'ils se soucient du versement des intérêts, des coupons et des dividendes, et que ces sommes ne sont pas déjà présentes dans l'économie : ce sont des parts d'une richesse qui doit être nouvellement créée. Dans les années 1990, un Allemand, Helmut Creutz, avait calculé qu'il y a, compris dans le prix de tout ce que nous achetons, 30 % à 40 % de versements d'intérêts, sommes qu'il faut aller trouver quelque part.

Pour qu'une économie tourne, il faut que les produits fabriqués soient vendus et que les services offerts soient demandés. Un faible pouvoir d'achat dans la population y fait bien entendu obstacle. Or, le remède à des salaires trop faibles a cessé d'être des salaires plus élevés : notre système économique et financier préfère à la place relancer le crédit. Comment la somme empruntée sera-t-elle remboursée et les intérêts payés ? En hypothéquant bien sûr des salaires qui viendront plus tard, qui sont bien autre chose qu'une richesse venant d'être créée. C'est pour cette raison précise que ce que nous appelons « crédit à la consommation » était qualifié au Moyen Âge, par les docteurs de l'Église, d'« usure » et couvert d'opprobre : il paraissait inique de réclamer des intérêts à quelqu'un qui ne pourrait financer leur versement à partir d'un investissement de la somme empruntée et qui empruntait seulement parce qu'il n'avait d'autre choix. Notre mentalité a bien évolué depuis : l'idée ne nous effleure même plus qu'il pourrait y avoir là quelque chose d'injuste.

Si nous empruntons, c'est cependant souvent contraints et forcés, soit pour des raisons évidentes de survie, soit aussi pour répondre aux pressions de la publicité qui nous hante, ou en raison des modèles sociaux auxquels nous adhérons. La grande majorité d'entre nous fait le constat que nos salaires ne suffisent pas à payer tout ce qui est nécessaire, et ceci de plus en plus souvent dans le cadre de l'avancée technologique de nos sociétés qui nous force à la connectivité, laquelle nous oblige à souscrire de coûteux abonnements.

Ainsi, en empruntant, comme le spéculateur parie sur le néant, et en suivant peut-être inconsciemment son modèle, nous parions sur un maintien ou une hausse de notre salaire, occurrence pour le moins improbable au vu de l'évolution de notre société et de son taux d'emploi prévisible.

Nos sociétés, moins regardantes sur le plan de la morale que le Moyen Âge, ont abandonné tout système de valeurs qui pourrait entraver la recherche du profit : qu'importe si le débiteur ne peut rembourser, les mécanismes sociaux de domination le transformeront en esclave et il n'aura qu'à assumer le choix qu'il avait fait d'un prêt « librement consenti ».

Si les salaires obtenus ne suffisent plus à assurer une vie digne de ce nom, la solution ne devrait pas être pour le travailleur d'hypothéquer son avenir et de parier sur le fait que le sien et celui de ses enfants sera meilleur qu'aujourd'hui, mais plutôt de lui permettre d'acquiescer ce qui relève pour lui de l'indispensable sans devoir verser d'intérêts, pour nulle autre raison que le statut d'être humain et parce que ce statut lui confère le droit d'accéder aux bienfaits du monde qu'il ou elle contribue à créer.

Ce type de prêt, sans versements d'intérêts – dans l'esprit de justice du Moyen Âge –, n'existe actuellement que pour les plus démunis d'entre nous qui peuvent s'adresser à cette fin au Mont-de-piété. Encore faut-il que nous ayons quelque objet que nous puissions mettre en gage.

## PROPOSITION

→ Rendons possible le prêt sans versement d'intérêts pour le crédit à la consommation portant sur l'indispensable. Voyons-y un service public.

## 02

# Remettre en question la définition du salaire comme « coût pour l'entreprise »

Pour qu'une entreprise fonctionne de manière optimale, il faut qu'elle dispose de capital, assurant l'accès à la logistique : locaux, énergie, machines, matières premières. Il est entendu qu'une coordination de l'activité et une surveillance du processus de production sont nécessaires à l'aboutissement de la tâche. Il est évident cependant que les travailleurs sont au fondement même d'un projet de cette nature et que sans eux, dans le contexte présent en tout cas (tant que les nouveaux progrès de la mécanisation n'auront pas rendu entièrement caduque leur intervention), l'entreprise n'existerait pas.

Aujourd'hui, la pyramide se tient sur sa pointe : ceux qui pourvoient à l'infrastructure de notre confort, de nos équipements souvent vitaux sont perçus dans la chaîne de production comme des éléments subsidiaires, pour plusieurs raisons : en raison de justifications qualifiées de hiérarchiques, alors que celles-ci masquent souvent simplement une utilisation abusive du pouvoir, en raison aussi de facteurs pratiques liés à la diminution de la consommation liée elle-même à la régression du pouvoir d'achat ainsi qu'à l'automation et à l'informatisation éliminant chaque jour des milliers d'emplois.

Devant un tel déséquilibre, plusieurs scénarios voient le jour, l'un nous ramenant par sa malheureuse actualité à la souffrance si présente au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque les travailleurs tiraient

de leur labeur à peine de quoi survivre et pas assez certainement pour se soigner ni assurer leur existence ou celle de leurs enfants au niveau élémentaire. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les patrons avaient trouvé le moyen de tirer encore un profit supplémentaire du maigre salaire de leurs travailleurs en leur donnant en location de petites habitations qu'ils faisaient bâtir et en achetant les épiceries qu'ils fréquentaient. Aujourd'hui, c'est le service du crédit facile qui s'est substitué à ces procédés, le crédit ancrant le travailleur à l'emploi qui lui permettra de rembourser le principal et de s'acquitter des intérêts et relançant la machine économique à laquelle préside le patron.

L'emploi, facteur d'insertion dans une société conviviale, est devenu son contraire : un lieu de disparités, dans notre société dominée par les plus forts. Alors que dans l'un des camps, celui du travail, la situation s'aggrave de jour en jour, dans l'autre, l'exigence devient de plus en plus forte : il faudrait – paraît-il – réduire les charges patronales de manière à créer de l'emploi. Mais la difficulté là est la suivante : les baisses exigées n'ont pas créé l'emploi escompté, et pour cause : le travail est de plus en plus effectué non plus par des êtres humains, mais par des robots et des logiciels et les sommes obtenues par la réduction des charges ne peuvent aboutir que là où des chenaux déjà bien tracés les conduisent par une pente naturelle : en dividendes versés aux actionnaires et en gonflement supplémentaire de bonus aux montants déjà extravagants.

L'injustice est à son comble quand, au moment où les banques voient leur grenier à nouveau bien garni en raison de l'obligance de l'État à leur égard (la nôtre, en réalité, à nous les citoyens), prêt à leur pardonner leurs frasques en raison du « risque systémique » qu'elles font courir à l'économie (rien d'autre en réalité qu'une forme de chantage), succède une politique d'austérité qui exige de nous un effort supplémentaire : non seulement assumer la dette, mais nous convertir à l'austérité en soi, pour en faire notre mode de vie.

En plus d'être tenus pour responsables d'une dette dans laquelle nous ne sommes pour rien, il nous est enjoint de nous sentir coupables de son existence en tant que telle.

Le temps où l'irresponsabilité des banquiers faisait la une des journaux a rapidement laissé la place à celui où c'est nous qui nous voyons reprocher, en guise d'explication de la régression sociale que nous subissons, d'avoir « vécu au-dessus de nos moyens ». Mais l'imposture est flagrante et le moment est venu pour nous de nous lever et de le dire haut et clair : « Ce n'est pas nous ! C'est vous, Messieurs de la finance, qui, vivant à nos dépens, avez vécu au-dessus de nos moyens ! »

Alors que les travailleurs eurent à souffrir à titre personnel, et au titre de leurs familles, des conséquences de la récession née de la crise des *subprimes* et réglèrent rubis sur l'ongle, en tant que contribuables, l'ardoise salée qu'on leur présenta une fois les banques renflouées, les détenteurs d'obligations – directement ou par le biais d'une assurance contractée ou d'un fonds auquel on souscrit – furent eux à l'abri des retombées de la crise grâce à la protection absolue garantie par un instrument financier magique appelé le *Credit default swap* (CDS). Non pas parce qu'il serait miraculeux en soi, mais parce que lorsque la compagnie d'assurance *American International Group* (AIG), qui garantissait la majorité de ces contrats, s'effondra, l'ensemble des gouvernements, des États-Unis au Japon en passant par l'Europe, volèrent à son secours, si bien que pas un seul centime ne fut en fin de compte perdu.

Là encore, ce furent les contribuables dans leur ensemble qui sauvegardèrent la fraction la plus riche d'entre eux, celle qui, quant à soi, par la pratique de la bien nommée « optimisation fiscale », parvient déjà pour une grande part à échapper à l'impôt, c'est-à-dire à la solidarité nationale.

La crise de 2008 restera dans l'histoire comme l'illustration la plus parfaite de la logique selon laquelle notre société inégalitaire fonctionne réellement, suivant le principe le mieux caché sans doute mais cependant le plus fondamental, le plus révélateur d'où vont ses préférences à l'égard des différentes catégories socio-économiques de citoyens : « Privatiser les bénéfices, socialiser les pertes ».

Or, nous n'y sommes strictement pour rien si la spéculation et l'avidité de profit de la classe possédante malmènent les non-possédants, nous n'y pouvons strictement rien si la troisième révolution technique mondiale amène avec elle des créatures conçues pour nous aider mais qui dans la réalité nous remplacent une fois pour toutes et engraisent encore davantage leurs propriétaires plutôt que de redistribuer leur manne à la communauté dans son ensemble, communauté qui a pourtant rendu possible leur venue par ses efforts.

La volonté de culpabilisation à notre encontre de cet état de fait, qui nous spolie essentiellement, s'exprime aussi dans les « conseils » dont on nous matraque : puisque notre durée de vie s'allonge, il nous faut économiser dès notre plus jeune âge afin de nous assurer une retraite convenable par nos propres moyens. Mais comment allons-nous économiser si l'emploi a disparu ? Pourquoi, après avoir travaillé toute une vie, n'avons-nous droit qu'à une pension qui nous permet à peine de survivre ?

Pour échapper à ce sentiment d'impuissance et d'infantilisation induit à notre intention par la classe dirigeante, il nous faut nous réapproprier notre travail et ses moyens de production, afin que ceux-ci cessent d'être littéralement happés par la spéculation et la recherche du profit.

J'ai évoqué des obstacles hiérarchiques, économiques, structurels, d'autres liés à des préjugés de civilisation, comme celui d'attacher davantage d'importance à l'aspect matériel de l'existence qu'à la recherche de son sens ou à la reconnaissance des

travailleurs dans l'entreprise. Il est un autre préjugé cependant aussi important que celui que je viens d'évoquer et non moins dévastateur car il livre « pieds et poings liés » le travailleur au bon vouloir des actionnaires et des dirigeants d'entreprises : c'est celui qui concerne la manière d'aborder le travail en lui-même, préjugé véhiculé par la « science » économique et sa conception très particulière de la comptabilité.

Son principe est le suivant, que personne jusqu'à présent n'a jugé bon de contester : le travail, au sein de l'entreprise, est considéré comme un coût et les bonus accordés aux dirigeants, les dividendes aux actionnaires comme des parts de bénéfice.

Partant de ce principe, dont on nous affirme qu'il est celui que suggère le bon sens, le travail doit être rémunéré de manière inversement proportionnelle aux largesses accordées aux dirigeants et actionnaires. Il convient donc d'abaisser le salaire jusqu'au niveau de tolérance en dessous duquel le travailleur ne pourra plus remplir sa fonction de manière efficace et productive. Cette manière de voir ne laisse aucune place à une considération d'ordre humain ou éthique : le salaire est ce qu'il faut bien « céder » pour obtenir soi-même le maximum d'argent dont on se rassure qu'il récompense un talent dont il n'existe en réalité aucune preuve tangible, ou un risque que l'on s'est en réalité très prudemment abstenu de prendre, tout l'art de la logique du profit consistant précisément à transférer le risque à d'autres ; l'affaire des *Credit default swaps* de 2008 en étant la parfaite illustration.

Nous pourrions analyser l'ensemble de nos rapports sociaux uniquement à partir de cette formule, tant elle reflète avec justesse nos véritables « valeurs » : atomisation, exploitation, élitisme, matérialisme, domination.

Les règles comptables telle celle qui définit le travail comme coût et les bonus et dividendes comme parts de profit – un principe qui définit à notre insu le type de société où nous vivons bien

mieux que notre constitution officielle – doivent être modifiées pour que toutes les avances consenties par des parties prenantes à la fabrication d'un produit ou l'offre d'un service, avances en travail aussi bien qu'en capital ou en supervision et direction des entreprises, soient rémunérées selon une logique unique, prenant pleinement en compte qu'elles sont toutes trois indispensables au même titre pour aboutir au produit fini : il faut aussi, parallèlement, que le travailleur remplacé par une machine bénéficie de la productivité future de celle-ci, selon le principe d'une « taxe Sismondi » (j'en expliquerai le principe au prochain chapitre).

Il est impératif que la définition et la révision ensuite des règles comptables européennes deviennent partie intégrante d'un processus de décision démocratique au lieu d'être déterminées comme c'est le cas à l'heure actuelle par un organisme privé nommé IASB (*International Accounting Standards Board*), une filiale de l'IASCF (*International Accounting Standards Committee Foundation*), domicilié de manière inacceptable dans un paradis fiscal (l'État du Delaware aux États-Unis). Wikipedia nous explique : « Indépendant, il n'a de comptes à rendre à personne sinon aux fondations qui le financent et où l'on retrouve les plus grands établissements financiers et les principaux cabinets d'audit de la planète. »

Il est impératif que soit révisée la structure actuelle de l'IASB où seuls ces grandes firmes d'audit et les représentants des plus grosses transnationales déterminent – avec un pouvoir de décision de fait au prorata du montant de leur cotisation – le contenu de règles qui, pour ce qui touche à notre vie de tous les instants, définissent le véritable cadre qui y préside pour l'essentiel.

## PROPOSITION

- Remettons en question la définition comptable traditionnelle mais néanmoins arbitraire des salaires comme « coûts pour l'entreprise », coûts qu'il s'agit bien entendu de réduire autant que possible, alors que les dividendes accordés aux actionnaires et les bonus – souvent extravagants – accordés à la direction sont eux autant de « parts de bénéfice », dont chacun sait qu'il faut chercher à les maximiser à tout prix. Les « avances », comme s'exprimaient les économistes d'autrefois, quelle que soit leur nature, sont bien évidemment aussi indispensables les unes que les autres à la bonne marche de l'entreprise, et les avances en travail au même titre que celles en capital ou en direction / supervision de la bonne marche des affaires.

03

## Imposer par une « taxe Sismondi » le travail des machines, robots et logiciels

S'il est un phénomène dont la plupart d'entre nous ne mesurent pas l'ampleur, tant les conséquences nous en semblent impensables parce qu'il atteint les structures mêmes de notre société, c'est bien la disparition accélérée de l'emploi, que celle-ci soit due à l'automatisation, c'est-à-dire au remplacement de l'humain par un robot, ou à l'informatisation, qui est son remplacement par un logiciel. Nous l'observons déjà autour de nous depuis quelques décennies, mais il s'attaque de manière de plus en plus frontale à notre vie quotidienne par le biais de licenciements toujours plus nombreux et fréquents.

Il n'épargne aucun domaine, manuel ou intellectuel, dans les entreprises publiques aussi bien que privées, et il serait bien naïf de croire que notre modèle social basé sur l'omniprésence du travail pourrait ressusciter. Le monde politique cependant persiste à traiter cet état de choses inéluctable comme s'il était passager, alors que c'est à un vrai bouleversement de civilisation que nous assistons.

Autant le dire clairement : les robots et les logiciels nous remplaceront à brève échéance. Au lieu de pratiquer la politique de l'autruche ou de nous lamenter à ce sujet, nous devrions tenter d'en prévenir les conséquences néfastes ainsi qu'en partager les aspects positifs au niveau de la communauté tout entière.

Qui niera en effet que voir les travailleurs à la chaîne dans les usines de montage remplacés par des automates est un bienfait en soi ? Qui ne se réjouira de constater une augmentation du taux de réussite des opérations médicales effectuées avec l'assistance de robots ou de la baisse dramatique des erreurs de diagnostic (source de souffrance humaine considérable et de coût économique) que permet le recours à des bases de données intelligentes, capables d'apprentissage ? Qui ne pressent qu'il est temps pour chacun de bénéficier d'une plus grande liberté de son temps afin d'améliorer la qualité de sa vie ?

Actuellement cependant, par manque de vision à long terme mais surtout en raison de l'injustice démesurée qu'engendre le tournant ultralibéral de nos systèmes économique et financier, nous ne faisons que subir les aspects négatifs de ces progrès de notre civilisation. Il est temps de faire en sorte que ceux-ci ne profitent pas uniquement à une élite, comme c'est le cas aujourd'hui, bénéficiaire par destination des améliorations de la technologie grâce aux moyens dont elle dispose, lesquelles sont volées du coup à la collectivité. C'est ainsi que les progrès de la médecine, de l'éducation doivent améliorer la vie de tous et c'est à ceux qui, dans la classe politique, restent inspirés par les missions de l'État de veiller à ce qu'il en soit ainsi.

Surtout, puisque les robots nous remplacent et permettent aux investisseurs dans les entreprises et à leurs dirigeants de gagner des sommes considérables, il serait normal, comme le préconisait déjà le philosophe suisse Jean Charles de Sismondi au début du XIX<sup>e</sup> siècle, que leur travail soit taxé de la même manière que le nôtre, afin que les sommes perçues permettent d'assurer à tous une vie digne et une juste rétribution des progrès de notre société, progrès auxquels nous avons tous participé et participons encore chacun à sa façon.

Une « taxe Sismondi », qui serait prélevée sur la valeur ajoutée due au travail de la machine, pourrait l'être selon deux modalités envisageables : ou bien de manière individualisée, c'est-à-dire de machine remplaçante à travailleur remplacé, ou bien sous une forme mutualisée, à savoir par la constitution d'une caisse de solidarité à laquelle auraient accès tous les travailleurs victimes du projet technologique.

Plutôt que de culpabiliser les chômeurs, la plupart du temps impuissants face à un retournement dont l'évolution a été millénaire, nous pourrions répartir le temps de travail restant entre les différentes générations qui se côtoient sur le marché du travail, afin de faire reculer le désespoir des plus jeunes et la désespérance des plus âgés.

Il n'est pas à exclure que désespérés sinon par la perspective de l'avenir incertain qui se profile, nous en arrivions un jour à nous révolter en masse pour nous réapproprier ce qui nous revient légitimement : le droit à une vie décente à l'abri du besoin. Notre révolte serait alors telle qu'elle risque de mettre à mal le peu de bien commun qu'il nous reste : même si des historiens de l'avenir y verraient sans doute un juste mouvement de revendication, c'est nous-mêmes que nous risquerions d'agresser indirectement.

Pour éviter d'en arriver à ce point de non-retour, la taxation des robots s'avère être une solution nécessaire reflétant l'évolution de notre espèce. Cette solution a le mérite de faire bénéficier chacun d'entre nous des fruits globaux de notre civilisation. Elle ne peut également que s'accompagner d'une concertation européenne afin qu'une perspective commune se dégage avant que des initiatives éventuellement contradictoires ne soient prises dans le désordre au niveau national.

Nous pourrions ainsi éviter aussi bien la barbarie que repartir sur de nouvelles bases afin de développer pleinement notre potentiel de connaissances. Nous ne voyons guère d'autre alternative,

les moyens anciens de notre survie ayant disparu, remplacés par des projets qui devraient nous enthousiasmer puisqu'ils nous donnent accès aux fruits des percées considérables ayant lieu aujourd'hui dans des domaines cruciaux. Notre espèce trouverait le moyen de redorer son blason si les retombées bénéfiques de l'automation et de l'informatisation étaient enfin mobilisées pour la cause commune.

## PROPOSITION

→ Imposons le travail des machines, robots et logiciels en lui appliquant le même barème que celui qui vaut pour les êtres humains qu'ils remplacent. Le gain de productivité apporté par la machine est visible aussi longtemps qu'elle travaille au côté d'un être humain, mais aussitôt qu'elle le remplace purement et simplement, il devient invisible : l'être humain que la machine complétait autrefois a disparu, tandis qu'elle travaille désormais dans l'ombre, sa valeur ajoutée étant absorbée dans des chiffres statistiques globaux, sans être comptabilisée en tant que gain de productivité. Les sommes récoltées par l'imposition de la machine refléteront les gains pour l'humanité dans son ensemble dus à la mécanisation ; ils pourront être mis au service du financement pour tous de la gratuité sur l'indispensable. Il s'agira là pour ces sommes d'un bien meilleur usage que le financement d'une allocation universelle, dont le montant quel qu'il soit serait aisément capturé par le système financier ambiant (j'y reviendrai dans le chapitre consacré à ma proposition de gratuité pour l'indispensable).

04

## Faire de l'État-Providence une institution irréversible et intangible

Pendant que disparaît notre travail, un autre pilier de notre vie se fragilise parallèlement, qui la structurait et la confortait : ce que nous appelons l'État-Providence, mais que nous devrions désigner, à l'instar des Anglo-Saxons, « État de bien-être ». Son aide est en effet de moins en moins perceptible lorsque la maladie nous force à recourir aux soins de santé, lorsque nous cherchons désespérément une activité rémunératrice ou lorsqu'au soir de notre vie, nous avons besoin d'être aidés, car la vieillesse et ses handicaps prennent possession de nous.

Cette prétendue « Providence », soyons-en pleinement conscients, c'est bien nous qui l'avons appelée de nos vœux et conquise comme fruit de nos revendications, lorsque nous croulions sous le poids de longues journées de travail mal payées et d'une exploitation sans merci. Nous étions en quête d'un repos minimal, d'une assistance pour les jours où notre force de travail s'éteindrait après de nombreuses années sans plainte, ou lorsque la vie se serait montrée particulièrement cruelle envers nous. Luttant ensemble contre sa précarité, nous avons réussi à bâtir un édifice basé sur la solidarité car nous savions que seuls, nous étions impuissants face à la somme de malheurs que nous subissions. Cette solidarité a heureusement porté ses fruits. C'est elle qui nous a rendus plus forts et, au-delà de l'assistance matérielle, nous a rendu notre liberté d'expression et de revendication

lorsque les circonstances l'exigent. C'est là un héritage dont nous pouvons être fiers et qui donne ses lettres de noblesse à notre humanité.

Alors que nous ressentons avec acuité le besoin d'être épaulés, dans le climat présent de disparition de l'emploi et d'une destruction massive de notre habitat qui est le produit d'une économie de marché « fondamentaliste », le reflux de la structure de l'État de bien-être nous laisse à l'abandon, nous reléguant au rang de spectateurs impuissants de nos malheureuses tribulations, n'arrivant pas à distinguer clairement qui vraiment nous dirige et quelles sont les instances auxquelles nous obéissons réellement.

Le malheur qui nous envahit nous est justifié par un principe plus que fallacieux selon lequel puisque la croissance diminue, il est normal que l'assistance de l'État se réduise d'autant. Ce retranchement arbitraire, nous le vivons comme une injustice brutale.

Nous vivons la troisième Révolution industrielle, nous n'avons guère le choix face au changement technologique immense qui bouleverse notre vie et nous devrions nous-mêmes assumer individuellement cette transition en nous proclamant auto-entrepreneurs (mais entrepreneurs de quoi ?) et en nous assurant nous-mêmes auprès de firmes à la recherche du profit, pénalisant du coup par une « prime de risque » ceux d'entre nous qui devraient au contraire bénéficier du meilleur soutien.

C'est bien le vent de l'ultralibéralisme qui souffle sur nos contrées, tendant à nous obliger, comme aux États-Unis, à nous prémunir nous-mêmes des accidents de la vie. Ce nouveau type de libéralisme prône, encore plus que l'ancien, le modèle de l'individualisme, de la compétitivité, l'admiration de celui qui « ose » prendre des risques, alors que c'est la collectivité qui paie de manière générale les pots cassés de ses engagements hasardeux.

Face à l'arrogance de ces apprentis « maîtres du monde » se tient la foule faite de nous autres, de plus en plus inquiète et malheureuse, livrée à elle-même et aux vicissitudes du destin comme lors de ces jours de grève que la faim et le désespoir rendaient interminables.

Au moment où beaucoup doivent choisir entre manger et se loger, se soigner et apprendre – et la liste est longue de ces cas de figure tragiques –, l'arrogance des très mal nommées « élites » nous enjoint de ne nous en prendre qu'à nous-mêmes pour ce déplorable état de fait.

Or, les ressources sont là, matérielles, intellectuelles, grâce à la technologie, et aussi humaines, grâce au sens de la solidarité qui nous a amenés jusqu'ici à nous montrer fraternels pour compenser les inégalités naturelles. Il est donc inacceptable de proclamer avec outrecuidance la mort de l'État de bien-être au nom d'une croissance qui ne reviendrait pas, essentiellement parce que ses fruits sont confisqués plutôt que partagés.

Bien au contraire, c'est l'État de bien-être qui doit nous offrir, grâce à l'autonomie qu'il nous procure, la possibilité de croître, de sortir grandis de notre traversée d'une période de transition sombre sans doute, mais nécessaire car elle trace la voie vers une renaissance. C'est à l'État de maintenir ce phare de l'État de bien-être au milieu de la nuit qui nous encercle, en l'inscrivant dans notre Constitution et en le mettant une fois pour toutes à l'abri des aléas de la croissance.

## PROPOSITION

→ Faisons de l'État-Providence une institution irréversible et intangible, en mettant fin à la dépendance qui le lie aujourd'hui à la croissance et subordonne son existence aux caprices de celle-ci, et en inscrivant la nécessité de leur consubstantialité dans la Constitution.

## Notre cadre sociétal

Si les médias ont abandonné leur ancien idéal d'information généraliste non biaisée, c'est qu'ils sont désormais essentiellement au service d'intérêts privés et ont réduit leur rôle à être le simple porte-voix de leur groupe directorial. Une interdiction effective des concentrations associée à un réinvestissement du domaine de l'information par l'État pourrait nous sortir de ces impasses.

Dans le domaine de la culture, une intervention de l'État serait aussi plus que bénéfique, tant au niveau de la revalorisation du statut de l'artiste qu'à celui de la préoccupation de faciliter l'ouverture de la plupart d'entre nous à une culture plus humaniste que standardisée, par le biais de la qualité des spectacles, d'une baisse des tarifs, d'un accroissement de la présence de l'art dans notre vie quotidienne.

L'éducation reflète l'élitisme ayant sournoisement réinvesti notre société. Afin de restaurer une égalité face au choix du métier, favoriser l'apprentissage en tronc commun le plus longtemps possible serait une mesure efficace, en proposant un cursus aussi bien manuel qu'intellectuel et en ne cédant pas à l'appel souvent pressant de patrons à l'affût d'un personnel taillable et corvéable à merci.

Le domaine de la démocratie, reflet de la culture populaire, ne se porte guère mieux. Nous le constatons à l'absence d'intérêt pour le vote. Le rappel du prix payé par nos ancêtres pour l'obtenir ne change rien à la donne : l'intérêt pour la chose politique est en chute libre ; les raisons en sont hélas bien connues.

La première est la facilité avec laquelle les moyens technologiques mis à notre disposition nous donnent le sentiment d'être entendus et de partager notre opinion, ce qui est vrai au niveau de notre entourage immédiat mais est loin d'être le cas dans le domaine public car rares sont les consultations citoyennes. Une autre raison de ce désintérêt est le sentiment d'avoir été trahis par nos dirigeants, les promesses étant de loin plus nombreuses que les mises en œuvre effectives. Enfin, la difficulté que nous ressentons à distinguer de manière claire une frontière entre le programme de la gauche et celui de la droite nous retient de voter aussi bien d'un côté que de l'autre, le cadre économique sociétal dans lequel nous évoluons, véritable source de nos maux, n'étant jamais remis en question dans son principe fondamental par les partis dits « de gouvernement ».

Les conséquences de cette déconsidération du politique ne se sont pas fait attendre : le populisme – qui parle au nom du peuple mais ne se soucie pas véritablement de lui – s'étend chaque jour davantage, réduisant à zéro la « gestion de la cité » et la dénigrant de manière insolente. Il est devenu banal d'affirmer que la résurgence d'un pouvoir fort nous menace et que face à sa montée en puissance, il nous faut encourager de manière urgente la classe politique à prendre à bras le corps les questions de société qui se posent – telle celle de la disparition du travail – plutôt que d'espérer qu'en les ignorant, les problèmes disparaîtront d'eux-mêmes – ils ne feront au contraire que toujours s'aggraver.

Il est prioritaire, face à l'accumulation de tous ces dangers, de rétablir un véritable dialogue social entre les organes représentatifs des travailleurs et le patronat en redonnant une véritable

place au monde du travail, alors qu'à l'heure actuelle, profitant d'un rapport de force qui lui est favorable, le patronat émet seul ses diktats.

Au niveau local également, il nous faut combattre les excès du libéralisme par la valorisation de la solidarité à tous les niveaux d'organisation, afin de redonner un véritable dynamisme ainsi que du sens à notre démocratie.

06

## La gratuité pour tout ce qui relève de l'indispensable

La deuxième révolution industrielle a nécessité un très long temps d'attente avant que la collectivité dans son ensemble puisse en tirer parti. À nous, ayant tiré, une fois n'est pas coutume, les leçons de l'Histoire, de pallier les désastres accompagnant un tel tournant et, mieux encore, de les anticiper, afin d'en restreindre les aspects négatifs et de donner toute leur ampleur à ceux qui sont bénéfiques pour assurer à chacun d'entre nous la véritable renaissance qu'ils portent en eux. La chose est possible, les moyens sont à notre disposition, seule manque la volonté, tout est une question de politique.

Examinant toutes les pistes s'ouvrant devant nous, nous pourrions établir enfin les fondements d'une égalité authentique – non monnayée cette fois – en nous octroyant à chacun une place sur cette terre : celle d'être ayant le droit de jouir des bienfaits de celle-ci, dès lors qu'elle les a prodigués à tous sans exception.

Après des siècles d'épuisement et de luttes pour échapper à la précarité – car rien ne nous fut donné –, nous avons le droit de réfléchir tout aussi bien au sens de notre vie qu'à la manière dont nous désirons la conduire.

Les révoltes de la jeunesse il y a cinquante ans, surgies de remises en question et du déferlement d'une créativité bouillonnante dont, dans notre fatalisme présent, nous avons perdu jusqu'au souvenir, nous pouvons non seulement les reformuler

en notre nom, mais aussi leur apporter aujourd'hui les solutions pratiques qui leur conviennent puisque nous nous sommes procuré entre-temps les outils autorisant notre émancipation et assurant notre égalité – formule secrète parce qu'inavouée de notre bonheur. C'est ainsi que la nouvelle révolution industrielle de l'automatisation et de l'informatisation est pour nous la vraie chance – si nous savons la saisir – de rendre à notre monde sa vitalité et sa beauté et d'y trouver la voie qui nous conduit vers une libération.

C'est donc la politique au sens propre : notre manière de vivre en commun qui soit nous mènera à l'abîme, soit nous rendra notre statut d'être humain, libre et égal à tous, statut que, s'il était bien là aux origines, nous n'aurions jamais dû perdre, ou que nous devrions conquérir maintenant s'il nous avait toujours échappé.

Le travail est appelé à disparaître du fait de notre remplacement par une machine mieux outillée que nous et beaucoup plus rapide, sans qu'il soit nécessaire qu'il y ait là raison à davantage de disparités entre nous, puisqu'il s'agit du fruit splendide du génie humain, dont tous devraient bénéficier au même titre. Le travail restant, il faudrait le partager entre nous en fonction des compétences sans qu'il nous en coûte. Le temps ainsi libéré nous permettrait de siéger dans des assemblées de citoyens à part entière, soucieux de gérer la cité le mieux possible. Pour assurer dans ce nouveau cadre notre survie et notre rôle de consommateur des produits de l'industrie, ne serait-il pas juste de donner à chacun d'entre nous, comme base, le même revenu de manière inconditionnelle ?

D'un tel revenu universel de base, une somme allouée mensuellement à l'ensemble des adultes d'une nation, il est beaucoup question aujourd'hui. Chacun, quelle que soit sa fortune, en bénéficierait et cette somme, couvrant les besoins élémentaires d'un

individu, rendrait inutiles les allocations existant aujourd'hui pour pallier les difficultés dues au manque de ressources (aide sociale) ou à la perte d'un emploi (allocations de chômage).

Le revenu universel de base constituerait une réponse au chômage structurel dû à la disparition accélérée de l'emploi, causée par l'automatisation et l'informatisation. La question serait réglée *de facto* en raison de l'indifférence qui serait désormais la nôtre au fait que nous ayons ou non un emploi, nos besoins élémentaires étant couverts et le sentiment de la sécurité apaisant notre inquiétude et nourrissant du coup notre foi en l'avenir.

Ceux d'entre nous qui bénéficient aujourd'hui de l'aide sociale et des allocations de chômage accueillent positivement cette proposition d'un revenu universel : ils y voient le moyen d'éviter la honte attachée au fait d'être bénéficiaire de ces allocations ainsi que l'humiliation des soupçons qui pèsent *a priori* sur eux qu'ils ou elles seraient en réalité des fraudeurs, vivant aux crochets de la collectivité.

Mais quel coût économique représenterait l'attribution d'une telle allocation à des personnes qui n'en ont pas un réel besoin ? Le revenu universel constitue-t-il par ailleurs une solution à la disparition globale du travail ou bien s'assimile-t-il à une simple mise entre parenthèses des questions que cette disparition soulève, la problématique véritable en arrière-plan, mais qui resterait alors occultée, étant celle d'une répartition équitable de la richesse créée ? Autre interrogation, portant cette fois sur une question de fond : celle que soulève déjà de son côté la pratique des domages-intérêts : est-elle légitime et si oui, quelles sont alors les bornes d'une pratique qui substitue une somme d'argent à la solution authentique d'une question qui est en réalité une question de justice, une question touchant aux valeurs, portant sur des qualités bien davantage que sur des quantités ?

Comment prévenir aussi la prédation en tout ou en partie de la finance sur le revenu universel ? Chacun se souvient des hausses de loyers qui accompagnaient main dans la main les hausses de salaires. Aux États-Unis en 2009, une allocation de 4 000 \$ avait été attribuée aux jeunes ménages accédant à la propriété ; le prix des logements avait aussitôt bondi du même montant.

Un exemple plus ancien est lui aussi instructif. Les pêcheurs artisans français avaient exprimé leur frustration devant le fait que parfois, leur pêche ne trouvait aucun acheteur et qu'il leur fallait alors rentrer à la maison les poches vides. Ils revendiquèrent l'instauration d'un « prix de retrait » ou « prix plancher » et ils l'obtinrent : un prix minime leur serait payé de toute manière et l'on ne rentrerait jamais de la criée absolument sans argent. Ce qui arriva, ce fut que les acheteurs alignèrent le prix qu'ils offriraient sur le prix plancher qui devint automatiquement la norme, et à partir de ce moment le prix décolla rarement de ce niveau. Les pêcheurs y perdirent gros. On pourrait craindre de la même manière, dans un cadre de revenu universel, que le salaire mensuel de nombreux emplois n'aille s'aligner sur un euro symbolique, qui distinguerait l'emploi du chômage et signalerait la fierté d'un travail rémunéré en plus de la sécurité assurée par le revenu universel ! L'enfer aurait été une fois de plus pavé de bonnes intentions.

Par ailleurs, ce revenu, hors inscription dans un contexte politique devenu plus juste de manière irréversible, pourrait être remanié à la baisse par de futurs gouvernements ultralibéraux, sans compter d'éventuelles mesures rétrogrades prises par les établissements bancaires de leur propre initiative. La conséquence en serait une fois de plus un nivellement par le bas des ressources de la plupart d'entre nous au profit d'une élite carnassière, situation qui ne nous est hélas que trop familière. Cette solution ne serait alors qu'un redéploiement infini de l'injustice actuelle et

un retour cruel aux siècles prédateurs d'autrefois, arasant le gain de toutes les luttes nées non d'un ressentiment sans fondement mais des nécessités de la survie et de la dignité d'être humain.

N'y a-t-il pas alors de meilleure façon de répondre aux soucis des bénéficiaires d'allocations ?

En 1792, au cœur le plus ardent de la Révolution française, dans son discours sur « les subsistances », Maximilien Robespierre posait la question suivante : « Quel est le premier objet de la société ? » Et il répondait ceci :

« C'est de maintenir les droits imprescriptibles de l'homme. Quel est le premier de ces droits ? Celui d'exister. La première loi sociale est donc celle qui garantit à tous les membres de la société les moyens d'exister ; toutes les autres sont subordonnées à celle-là ; la propriété n'a été instituée ou garantie que pour la cimenter ; c'est pour vivre d'abord que l'on a des propriétés. Il n'est pas vrai que la propriété ne peut jamais être en opposition avec la subsistance des hommes. Les aliments nécessaires à l'homme sont aussi sacrés que la vie elle-même. Tout ce qui est indispensable pour la conserver est une propriété commune à la société entière. Il n'y a que l'excédent qui soit une propriété individuelle et qui soit abandonnée à l'industrie des commerçants. [...] Quel est le problème à résoudre en matière de législation sur les subsistances ? Le voici : assurer à tous les membres de la société la jouissance de la portion des fruits de la terre qui est nécessaire à leur existence, aux propriétaires ou aux cultivateurs le prix de leur industrie, et livrer le superflu à la liberté du commerce. Je défie le plus scrupuleux défenseur de la propriété de contester ces principes, à moins de déclarer ouvertement qu'il entend, par ce mot, le droit de dépouiller et d'assassiner ses semblables » (Maximilien Robespierre, *Les subsistances* [1792]).

La vie est notre bien le plus précieux et au sein du Grand Tournant que nous tentons périlleusement de négocier aujourd'hui, permettons à tous de la préserver par la gratuité,

accessible enfin grâce aux progrès de notre civilisation : gratuité pour la satisfaction de tous les besoins assurant notre survie, gratuité de tout ce qui relève de l'indispensable : alimentation, logement, vêtements, santé, éducation, transports et, aujourd'hui, connectivité.

La gratuité pour la satisfaction de nos besoins de base renvoie la consommation à son fondement propre et qui devrait demeurer le sien : dans le nécessaire seulement, ce qui permettrait à la planète de se ressourcer, alors qu'un revenu universel de base octroyé à tous serait encore une manière pour nous de nous maintenir sur la voie de la consommation à tout crin, ceux qui n'en ont nul besoin étant alors tentés de dépenser la somme à des biens ou des services sans grande utilité, facteurs à l'inverse d'une dégradation supplémentaire de l'environnement. La gratuité répondrait aussi par avance à la critique malveillante que l'on adresse au revenu universel, que ses bénéficiaires iront « boire leur paie » : ni les drogues, ni le recours à la prostitution, ni les paris ou loteries n'appartiennent en effet à la catégorie de l'indispensable.

La gratuité nous ramène à la vérité de notre statut d'habitants-citoyens de la terre : est-il logique et défendable que certains s'approprient notre héritage naturel comme l'eau ou l'air ? La terre nous appartient à tous, aussi bien en tant que membres d'une grande famille qu'en tant que personnes méritant en tant que telles le respect. Nul ne devrait pouvoir limiter notre accès à ce que notre planète nous prodigue, à condition que nous respections autrui autant que nous la respectons elle.

Enfin, cette gratuité, en nous rendant notre responsabilité, nous restitue en même temps notre égalité, qui nous fut volée il y a des siècles. Pourquoi en effet toujours remettre à demain la réalisation d'un jardin d'Éden sur notre terre ? Nous pourrions vivre enfin pleinement le troisième millénaire qui s'ouvre à nous

car nous ne sommes pas pauvres, comme on nous le répète pourtant *à l'envi*, nous payons seulement le prix et nous souffrons les peines d'une concentration obscène de la richesse.

#### PROPOSITION

- Distinguons le nécessaire du superflu et faisons-les relever de deux régimes économiques distincts, comme le proposait déjà l'un de nos aînés, qualifié d'« incorruptible », un titre dont un nombre infiniment restreint d'entre nous sommes dignes.
- Promouvons la gratuité pour tout ce qui relève de l'indispensable : alimentation, logement, vêtements, santé, éducation, transports, connectivité.

## 07

### Restaurer l'interdiction de la spéculation

Complétant la liste de tous les obstacles s'opposant à une juste reconnaissance et à une juste rétribution du travailleur, ajoutons un frein que nous pouvons qualifier de juridique, puisque c'est le législateur qui en a permis à nouveau l'exercice après l'avoir interdit pendant de nombreux siècles et dans la plupart des pays : la spéculation.

La spéculation, définie simplement par la loi comme « pari sur la hausse ou sur la baisse du prix des titres financiers », fut en effet interdite en Suisse jusqu'en 1860, en Belgique jusqu'en 1867 et en France jusqu'en 1885. Elle fut ensuite autorisée en réponse à une campagne émanant des milieux financiers vantant la spéculation par des formules creuses comme « symbole de la modernité » ou « facteur de progrès ».

Cette dimension du fonctionnement de la finance trahit tout particulièrement son cynisme. Ce qui justifiait essentiellement l'interdiction de cette pratique était qu'il s'agissait, dans l'esprit du législateur, d'un pari arbitraire sur la bonne ou mauvaise santé d'un titre financier, reconnaissance d'une dette contractée à l'occasion d'avances faites à un projet économique, qu'il s'agisse de celui d'un État ou de celui d'une entreprise, avances susceptibles de favoriser son essor, moyennant rétribution de celui qui les avait consenties par une part de la richesse créée grâce à elle.

Cet aspect « ludique » de la spéculation, indifférente aux véritables enjeux économiques des États ou des entreprises, est, de par sa nature même, contraire à l'éthique. La spéculation expose les travailleurs au risque de voir s'écrouler l'entreprise qui assure leur subsistance dans le seul but de permettre à quelques joueurs fortunés d'imposer à l'économie réelle une logique de casino et d'éprouver ainsi les frissons de la table de roulette. Nous rejoignons là les paris sur la vie humaine qui nous choquent dans les époques révolues à nos yeux, lorsque le sort de gladiateurs dans l'arène était livré au bon vouloir d'une foule des spectateurs. Bon nombre d'œuvres littéraires ou cinématographiques nous rappellent ces temps éloignés, mais nous ne percevons pas que l'absurdité de notre vie est la résultante de pratiques tout aussi abjectes, cruelles et iniques, d'autant plus dommageables qu'elles pénalisent la collectivité dans son ensemble.

Les graves méfaits de la spéculation se manifestent par deux traits essentiels : d'abord son aspect universel, la planète tout entière s'y adonnant sans mesure, source par là même d'un danger latent au caractère extrême : le risque dit « systémique », la dégradation de la situation économique d'un pays pouvant se répercuter au loin sur les autres, par un effet domino.

L'autre élément, lourd lui aussi de conséquences, est que la spéculation représente une part considérable de l'activité du secteur bancaire au point de détrôner souvent dans l'activité d'une banque les opérations liées à l'« économie réelle », celles qui devraient assurer aux entreprises les capitaux nécessaires à leur bon fonctionnement.

Pour ces diverses raisons – le cynisme de la spéculation, l'absence de toute considération d'ordre éthique qui la caractérise, le risque systémique qu'elle crée en pagaille, la négligence de l'économie réelle et la destruction de celle-ci qu'elle entraîne dans son sillage –, il convient d'y mettre fin une fois pour toutes, en l'interdisant comme autrefois à l'intérieur de nos frontières

et en prônant, par le biais des institutions européennes, une même prohibition à l'étranger, en tirant parti de la valeur d'exemple qu'aura très certainement une telle mesure, ses bienfaits devenant rapidement tangibles.

La remise sur pied d'une Europe, rendue enfin au service des citoyens, devra mettre fin à la circulation des capitaux spéculatifs, ceux qui drainent la nouvelle richesse créée des pays laborieux vers les détenteurs de capitaux où qu'ils se trouvent dans le monde. Tant que la spéculation restera une option, la concentration de la richesse se poursuivra indéfiniment puisque la population la plus riche, voyant ses moyens augmenter sans fin, n'aura d'autre recours pour se protéger d'une déperdition de l'argent dont elle dispose en pléthore que de spéculer grâce à lui et d'accroître encore la concentration des richesses de manière disproportionnée et injuste, les perdants alimentant la fortune des gagnants à ces jeux désastreux.

## PROPOSITION

→ Restaurons l'interdiction de la spéculation au sens purement technique du terme « pari sur la hausse ou sur la baisse du prix des titres financiers », telle qu'elle était en vigueur dans nos pays jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les gigantesques flux financiers qui sont aujourd'hui divertis de l'économie réelle par le biais de la spéculation retrouveraient ainsi leur véritable destination. Le risque systémique considérable créé par elle – les spéculateurs ne disposant très souvent pas des sommes qu'ils sont prêts à parier, et donc à perdre – serait ainsi automatiquement éliminé.

08

## Remettre en question la composante *abusus* du droit de propriété

À l'heure où les nouvelles les plus pessimistes nous sont transmises jour après jour, qu'elles relèvent de nos choix politiques désastreux ou des atteintes incessantes et peut-être irréversibles que nous portons à notre milieu de vie, il nous faut nous interroger sur les mesures les plus urgentes à prendre, notre bateau prenant l'eau de toute part.

Si nous voulons subsister et laisser un cadre de vie digne à nos enfants, bien que nos existences soient parasitées par les inquiétudes et les préoccupations personnelles, il est urgent de prendre les décisions propres à redresser la barre de notre gestion planétaire.

Devant un avenir aussi sombre que celui qui nous est promis, nous pouvons persister dans la voie sans issue de la croissance infinie, même si nous serons empêchés d'y poursuivre sereinement notre progression au vu des destructions qu'elle opère tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nous-mêmes. Ce faisant, nous continuerions à obéir à la loi du plus fort nous menant où bon lui semble, pendant qu'il surexploite en arrière-plan notre milieu de vie par une politique de la terre brûlée.

Notre habitat ne cesse en effet de se dégrader depuis déjà le XIX<sup>e</sup> siècle, moment où les industries ont commencé à s'alimenter massivement d'énergies d'origine fossile. Depuis, la situation n'a cessé d'empirer.

En plus d'en éprouver quotidiennement les effets directs, nous apprenons sans cesse des nouvelles catastrophiques, telles le constat de la disparition au cours des trente dernières années de 40 % des populations de vertébrés ou l'augmentation considérable de la température dans les régions polaires, menaçant les pays de faible altitude d'une mortelle inondation suite à des fontes considérables des neiges, des glaciers et de la banquise et à l'augmentation du volume des eaux due à leur dilatation par la chaleur. Un cataclysme généralisé pourrait en découler.

Nous sommes en train de prendre conscience à l'échelle planétaire des conditions de notre séjour sur terre mais sans en mesurer vraiment les conséquences ni pouvoir intervenir de façon plus adéquate à partir de cette nouvelle compréhension.

Il faut dire que l'accès à ces informations tragiques ne nous est pas facilité, comme l'ont montré les chercheurs américains Naomi Oreskes et Eric M. Conway dans leur étude *Les Marchands de doute*<sup>1</sup>. En effet, aux États-Unis, les dirigeants d'entreprises polluantes ou génératrices de produits nocifs se sont ligüés avec certains membres du corps politique pour désinformer systématiquement la population afin de continuer à tirer profit de l'exercice de leur activité. Cette attitude a contaminé nos régions et il n'est pas toujours facile pour un citoyen ordinaire d'avoir accès à des informations dignes de ce nom touchant par exemple à la relation entre tabagisme et cancer, énergies d'origine fossile et changement climatique ou perturbateurs endocriniens et une multitude de maux qui nous affligent aujourd'hui.

En raison de la concurrence sans merci à laquelle se livrent les entreprises et de leur course folle en vue d'obtenir le monopole de la rentabilité, elles nous proposent par ailleurs des produits toujours plus performants mais dont l'innovation ne nous est que d'une utilité médiocre, si ce n'est celle de correspondre au modèle

<sup>1</sup> Naomi Oreskes et Erik M. Conway, *Les Marchands de doute*, Paris, Le Pommier, 2012.

social véhiculé à travers l'image. Il en résulte un gaspillage effréné, allant parfois jusqu'à dilapider les ressources de pays victimes de la famine et dont la population a du mal à survivre.

Pendant que nous assurons le profit de quelques-uns, nos exigences personnelles sont parfois devenues frivoles : nous ne respectons plus les saisons, au point de nous croire supérieurs à elles, en ignorant que cette jouissance a un coût, puisque les transports nécessaires pour nous amener ces objets de confort polluent notre atmosphère et détériorent notre lieu de vie. Des maladies à l'origine imprécise nous menacent de plus en plus souvent sans que nous connaissions nécessairement les moyens de les éradiquer ou découvriions dans des délais raisonnables les moyens de les traiter.

Les perturbations climatiques pourraient amener des changements dans les écosystèmes tels que nous pourrions connaître des périodes de sécheresse ou d'inondations provoquant des migrations d'une ampleur inouïe. Il est sûr que des déplacements de population suite à ces catastrophes engendreraient des luttes impitoyables mettant à feu et à sang des régions jusque-là prospères et pacifiques. Si nous ne voulons pas assister à un retour à la barbarie mais plutôt assurer à nos descendants un séjour sur terre digne de ce nom, il nous faut changer notre fusil d'épaule sans tarder et revoir le cadre ainsi que le système social dans lequel nous évoluons.

Les moyens de lutter contre la multitude de dangers qui nous menacent doivent impérativement être du même ordre de grandeur qu'eux, ceux mis en œuvre jusqu'ici étant hélas dérisoires.

Comme nous l'avons vu, il existe dans le droit relatif à la propriété une dimension dont les entreprises bénéficient et qu'elles utilisent avec brutalité, celle d'*abusus*. Cette notion a été très fort critiquée et mise à mal depuis un siècle, car elle permettait au propriétaire privé d'un bien non seulement d'en jouir, mais de l'utiliser parfois de manière arbitraire et au détriment de la

société. Si les effets de l'*abusus* ont été largement contenus quant à leur capacité de nuisance pour les propriétaires qui sont des « personnes physiques », c'est-à-dire des êtres humains, la situation est bien différente pour les entreprises dont le statut est celui de « personnes morales », dont la capacité de nuisance du fait d'un *abusus* moins bridé que pour nous, êtres humains, leur permet d'ignorer le droit pour tous de jouir d'un cadre de vie salubre et durable. La définition laxiste de l'*abusus* pour les entreprises leur permet – à part le versement ici ou là de dommages-intérêts – de piller la planète et de la polluer comme elles l'entendent.

Les solutions à des problèmes d'une envergure jusqu'ici inédite, qui sont ceux de la « capacité de charge » de notre planète pour notre espèce, ne peuvent hélas se résumer à des recettes à la portée des individus et des ménages consistant, par exemple, à cultiver un jardin potager en ville ou à nous déplacer de manière respectueuse de l'environnement, même si de telles pratiques sont en soi hautement recommandables. Au pire, elles pourraient s'assimiler à notre adaptation servile et fataliste à un monde de plus en plus dégradé, sans que nous remettions pour autant en cause les cadres juridique et économique de notre vie.

Tant que nous vivrons dans un monde dévasté par ceux qui en tirent profit au détriment de la collectivité, nous courrons à notre perte : accroissement sans bornes de la concentration des richesses et accaparement des ressources naturelles par quelques-uns. Le moment est-il lointain où ce sera un seul individu dont les ressources égaleront puis dépasseront le patrimoine de la moitié des habitants de la terre ? Cette consommation abusive, nocive, nous pouvons y mettre fin et réfléchir à ce dont nous avons véritablement besoin afin de le produire par priorité, sans pour autant détruire toute la beauté du monde qui nous entoure. Quant au futile, il faut que nous intégrions, à son coût pour le consommateur, le prix de la destruction qu'il occasionne et si celle-ci est irréparable, il convient que nous fassions tout simplement notre deuil de sa consommation.

Souvenons-nous que la croissance n'est indispensable qu'en vue d'un seul objectif : pour assurer les rentes des détenteurs de capital, sous forme de versements d'intérêts, de coupons ou de dividendes. C'est donc bien le système capitaliste qui, en dernière analyse, est responsable de la destruction irréversible de la planète qui menace à terme notre espèce d'extinction. C'est donc lui qu'il nous faut combattre pour que nous continuions tous, au fil de générations que nous souhaitons encore nombreuses, à tirer profit des biens de la nature mais aussi des progrès de notre connaissance.

L'appropriation par quelques-uns des ressources naturelles afin d'augmenter leur profit, sans tenir compte de l'appauvrissement de celles-ci, a été injuste à toutes les époques mais elle nous entraîne désormais vers la maladie et la mort des individus, et si nous ne changeons pas de cap à très brève échéance – et le mot n'est pas vain –, vers la mort pure et simple de l'espèce tout entière. C'est au législateur de mettre un arrêt à un processus rendu possible par les inconséquences de la loi mais aussi maléfique que celui de la spéculation.

#### PROPOSITION

- Modifions la définition de la notion d'*abusus* dans la loi : l'autorisation de faire ce que bon nous semble de ce dont nous sommes les propriétaires légitimes. Comme c'est déjà largement le cas pour les « personnes physiques », excluons de la définition de l'*abusus* qui vaut pour le droit de propriété des « personnes morales » telles que les entreprises tout ce qui relève du non-renouvelable.
- Le propriétaire du non-renouvelable, c'est l'humanité tout entière. Si elle dispose du droit de l'utiliser (*usus*) et de bénéficier de ses fruits (*fructus*), le salut des générations futures veut qu'elle n'abuse (*abusus*) pas de l'objet de cette propriété en le détruisant ou en le dégradant de manière irréversible.

## Relancer sur de nouvelles bases le projet européen

La construction européenne, initiée après la Seconde Guerre mondiale pour redonner un souffle nouveau à notre civilisation – ou plutôt à ce qu'il en restait – n'a pas rempli cet engagement à l'heure qu'il est. Bien au contraire, en concentrant son seul effort sur la constitution d'un marché, elle a, dans une dérive tragique, consacré le pouvoir de la finance comme valeur suprême. Symptôme de son indifférence à un souci de justice, les taux d'intérêt – d'un niveau confinant à l'extorsion – qu'elle a exigés pour des prêts à ses partenaires désargentés, telle la Grèce.

Comment invoquer l'idée européenne comme un idéal alors que l'on rejette, comme le font nos dirigeants actuels, le projet d'une fiscalité unifiée à l'échelle de la zone euro ? Comment parler d'une Europe unifiée face au monde extérieur alors que l'on pousse dans les capitales de hauts cris à l'idée de mutualiser la dette des pays européens pour que s'établisse une véritable égalité à l'intérieur des frontières de l'Europe et pour redonner une vraie chance à chaque pays de l'Union ?

Quant aux malheureux réfugiés venant mourir en masse à nos portes, leur calvaire constitue un scandale et une faute dont nous aurons bien du mal à nous déculpabiliser un jour, car ils sont la preuve aveuglante de notre égoïsme, de notre mésestimate et du caractère creux en réalité de nos déclarations pompeuses d'allégeance à des valeurs universelles.

Chaque réfugié a quitté son pays au prix d'un déchirement dont la plupart d'entre nous auraient bien du mal à concevoir l'horreur même. Il mérite d'être traité comme une personne ayant une histoire individuelle, une identité propre, méritant le respect et non comme un grain de sable au sein d'un tas à l'existence négligeable. Tout réfugié doit être déclaré à l'abri de marchandages indignes entre nations européennes plus pleutres les unes que les autres, suscitant la honte en nous, leurs citoyens.

Un autre danger menace l'Europe : la montée en puissance de l'extrême droite en réaction au sentiment d'insécurité qu'ont causé les attentats fomentés par des intégristes musulmans et aux difficultés de mettre en place une riposte à cela et une défense communes. Ainsi, les vieux démons qui ont suscité pour les exorciser le vœu d'une Europe reconstituée par-delà ses dérives fascistes sont hélas de retour, preuve tangible de l'échec de notre continent à s'en débarrasser. Ni le matérialisme, ni le consumérisme à tout crin, ni la mise en place d'une religion féroce ayant pour seuls dieux le « marché » et le Veau d'Or n'ont pu exorciser – et pour cause ! – ces démons.

La « *troïka* » constituée de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international, par son indifférence bureaucratique, par sa philosophie écoeurante du « Malheur aux vaincus ! », par la mauvaise foi répugnante de ses représentants, suant sous le poids des mensonges que je les ai vus préférer sous mes propres yeux au Parlement européen, traitant le peuple grec comme des chiens en utilisant des tactiques déloyales et perfides, incarne pleinement le naufrage d'une Europe ayant été capable seulement de mettre en œuvre l'antithèse même du message dont elle aurait dû être le véhicule pour conjurer les spectres de la Seconde Guerre mondiale.

L'esprit de la démocratie a fui l'Europe, tant au niveau des relations de l'État envers les citoyens qu'à celui des relations internationales. La Commission européenne par exemple s'arroge seule le droit de négocier de grands traités commerciaux comme le TTIP, et dans le secret granguignolesque de conspirateurs masqués, le ridicule ayant cessé de tuer parmi les marchands auxquels nous avons concédé le pouvoir de décider de nos vies. Pour que l'Europe renaisse de ses cendres, il est impératif de redynamiser la démocratie par le biais de consultations citoyennes et de mécanismes de démocratie directe.

Enfin, à l'heure où un pays comme les États-Unis, jusqu'à très récemment première puissance mondiale, opère un véritable repli sur lui-même et renonce aux lois de protection de l'environnement, une chance est donnée à l'Europe de se redéfinir en se démarquant de telles pratiques et en donnant l'exemple de l'ouverture et de la protection de notre habitat tout autant que de notre santé.

Faire de l'euro l'embryon d'un nouveau système monétaire international, en remplacement de celui né à Bretton Woods dans le New Hampshire en 1944 et mort en 1971 dans les soubresauts d'une guerre du Vietnam excédant les capacités budgétaires des États-Unis, est un devoir pressant. Depuis 1971, le monde vit dans un *dés-ordre* monétaire international, que l'invention des produits financiers « dérivés » pour le pallier n'est pas parvenue à corriger, et de très loin.

Les éléments de la transition indispensable vers une Europe unifiée, ayant secoué le joug du dogme ultralibéral, doivent être les suivants :

→ Mettre en place un système fiscal unique pour les dix-neuf pays de la zone euro. Non pas sous la forme grotesque prônée par M. Moscovici, commissaire européen, d'un « calcul » unique mais qui autorise toujours chacune des nations à saboter les efforts des autres en matière de justice fiscale en pratiquant de son côté

le moins-disant fiscal, mais sous celle d'un système fiscal appliquant les mêmes taux d'imposition à tous et à toutes les firmes à l'intérieur de ses frontières.

→ Clore les systèmes nationaux d'émission de dette souveraine et mutualiser la dette, pour éliminer de cette façon le facteur déséquilibrant la zone euro dans son ensemble que sont les primes de risque de crédit et de risque de retour à l'ancienne monnaie incluses dans le coupon des obligations émises aujourd'hui par chacune des nations membres.

→ Transformer le système européen Target 2 de paiements interbancaires en un authentique système de règlement incluant un rééquilibrage annuel entre nations, à l'instar de l'*Interdistrict Settlement Account* (ISA) américain qui a servi de modèle mais dont il n'a reproduit qu'incomplètement la fonctionnalité : retenant sa logique comptable mais ignorant sa capacité au rééquilibrage par une remise périodique des compteurs nationaux à zéro.

→ Aider les économies nationales à l'intérieur de la zone euro à réaliser un équilibre de leurs échanges pour qu'elles ne soient ni importateur net (c'est-à-dire important davantage qu'elles n'exportent) ni exportateur net (c'est-à-dire exportant davantage qu'elles n'importent) par un système d'encouragement et éventuellement de désincitation, à l'instar de ce que John Maynard Keynes préconisait pour le système monétaire international adossé au *bancor* dans la proposition qu'il fit au nom de la Grande-Bretagne en 1944 à Bretton Woods. Dans ce cadre, les déshonorants échanges d'invectives entre l'Allemagne et la Grèce, tels ceux dont nous avons été les témoins de 2010 à 2013, auraient perdu toute justification.

→ Interdire le mouvement des capitaux spéculatifs à l'intérieur de la zone euro et à ses frontières par un contrôle des changes opéré par une chambre de compensation multilatérale regroupant les pays membres de la zone euro.

## PROPOSITION

- Faisons de l'euro l'embryon d'un nouveau système monétaire international, en remplacement de celui mort en 1971.
- Prenons pour modèle de ce nouvel euro – au service des peuples plutôt que des marchands exclusivement – celui du *bancor*, la monnaie de compte internationale au cœur de la proposition de John Maynard Keynes, rejetée à Bretton Woods en 1944, modèle fondé sur une chambre de compensation multilatérale dont la mise en œuvre opérerait une pacification des relations économiques entre nations, une solidarité apaisée venant prendre la place de la rivalité belliqueuse prônée comme notre idéal par l'ultralibéralisme qui règne aujourd'hui en maître pour notre malheur à tous.

10

## Une Constitution pour l'économie

Il nous faut rédiger sans tarder une *Constitution pour l'économie*, une charte qui nous préserverait du discours dogmatique ultralibéral véhiculé par la soi-disant « science » économique afin de nous libérer de la toute-puissance du marché et de mettre un point final à la destruction qu'il opère du tissu social.

Il nous faut revenir d'abord à l'interdiction historique de la spéculation, pour mettre fin à la situation actuelle où, selon la formule de John Maynard Keynes, l'économie est devenue l'« activité annexe d'un casino ».

Ensuite, instaurer la gratuité pour la satisfaction de nos besoins élémentaires, option qu'autorisent l'évolution technologique et une imposition juste des robots et algorithmes qui nous remplacent dans les emplois ; ce sera là le moyen de réaliser enfin concrètement, à l'échelle universelle, l'égalité revendiquée par la fameuse Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

En attendant ce jour, le prêt ne visant qu'à assurer la subsistance doit lui aussi être gratuit.

Le travail humain doit être défini dans nos règles comptables comme une avance au même titre que celles qu'assurent le capital et la direction des entreprises, et non plus comme un coût semblable à celui des matières premières ; ce principe rendrait au travail sa dignité et sa valeur ainsi qu'à celui qui l'exerce.

Par ailleurs, redistribuer à chacun le bénéfice de nos avancées technologiques n'est pas un luxe mais une nécessité puisque une telle mesure remédierait à la paupérisation généralisée. Ceci ne peut se faire qu'en inscrivant l'État-Providence dans nos constitutions nationales ainsi que dans une charte universelle, la vie nous étant le bien le plus précieux à assurer et à défendre.

Enfin, notre espèce étant menacée d'extinction du fait du pillage des ressources de notre planète et de sa dégradation irréversible, il est urgent d'enrayer les processus par lesquels les entreprises s'arrogent le droit de détruire notre cadre de vie et notre santé, en modifiant la définition de l'*abusus* dans le droit de propriété des *personnes morales* telles que les entreprises.

## Du même auteur

*Les Pêcheurs d'Houat*, Paris, Hermann, coll. « Savoir », 1983 (2<sup>e</sup> éd. Broissieux, Éditions du Croquant, 2012).

*La Transmission des savoirs*, avec Geneviève Delbos, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, coll. « Ethnologie de la France », 1984 ; 1991, 2009.

*Principes des systèmes intelligents*, Paris, Masson, coll. « Sciences cognitives », 1990 (2<sup>e</sup> éd. Broissieux, Éditions du Croquant, 2012).

*Investing in a Post-Enron World*, New York, McGraw-Hill, 2003.

*Vers la crise du capitalisme américain ?*, Paris, La Découverte, 2007 ; rééd. *La Crise du capitalisme américain*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2009.

*L'Implosion. La finance contre l'économie : ce que révèle et annonce la « crise des subprimes »*, Paris, Fayard, 2008.

*La Crise. Des subprimes au séisme financier planétaire*, Paris, Fayard, 2008.

*L'Argent, mode d'emploi*, Paris, Fayard, 2009.

*Comment la vérité et la réalité furent inventées*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 2009.

*Le Prix*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2010.

*Le Capitalisme à l'agonie*, Paris, Fayard, 2011.

*La Guerre civile numérique*, Paris, Textuel, 2011.

*Misère de la pensée économique*, Paris, Fayard, 2012.

*La Survie de l'espèce*, avec Grégory Maklès, Paris, Futuropolis/Arte, 2012.

*Comprendre les temps qui sont les nôtres. 2007-2013*, Paris, Odile Jacob, 2014.

*Penser l'économie autrement*, avec Bruno Colmant, Paris, Fayard, 2014.

*Penser tout haut l'économie avec Keynes*, Paris, Odile Jacob, 2015.

*Le dernier qui s'en va éteint la lumière*, Paris, Fayard, 2016.

*Se débarrasser du capitalisme est une question de survie*, Paris, Fayard, 2017.

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN MAI 2017 SUR LES PRESSES  
DE L'IMPRIMERIE V.D. (TEMSE)